

L'illusion démocratique

Patrick MIGNARD

L'illusion démocratique

Essai sur la politique à l'intention
de celles et ceux qui doutent...

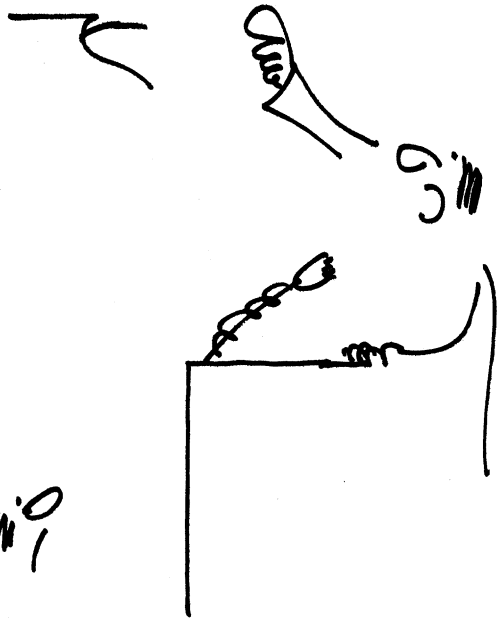
Illustrations

Patrick Mignard

Couverture

Monique Feix

Moi, je ne vous fais aucune
promesse, je m'engage seulement à
satisfaire tous vos désirs!!!



*«Les principes du marketing n'ont laissé
à l'homme politique
que l'ambition d'être acheté».*

Raoul Vaneigem

Avertissement

Le problème de celle ou celui qui écrit sur la société est d'en dire trop ou pas assez. Si c'est trop, on lui reprochera d'empiéter sur le cours de l'Histoire, sinon de la manipuler, du moins de manipuler celles et ceux qui la font. Si ce n'est pas assez, on lui reprochera de rester en deçà des possibles et des portes closes que l'on voudrait voir s'ouvrir.

Le discours, à défaut de pouvoir se valider, à priori, de manière incontestable, est toujours piégé. Il ne prend son véritable sens qu'au travers de ce qu'il suscite, encore que celles et ceux qui s'en emparent, en se l'appropriant, trahissent souvent (toujours) son auteur.

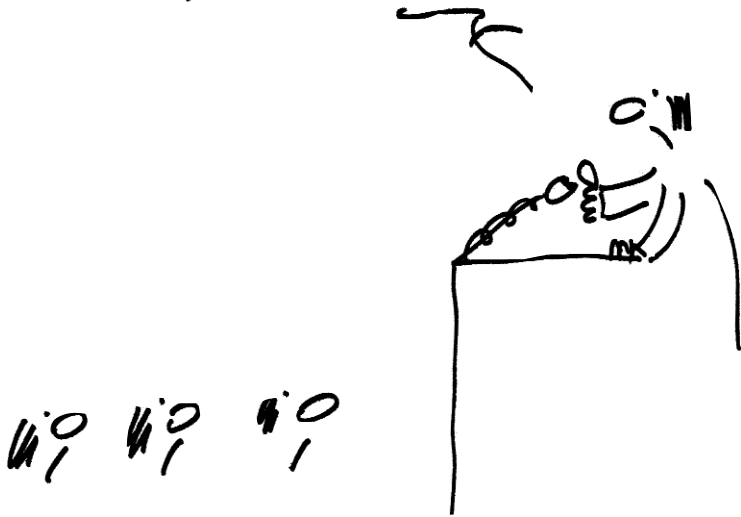
Émettre des idées n'est pas faire l'Histoire, mais aider à la réflexion qui, produisant une praxis, la fera.

La responsabilité de l'auteur n'est engagée que dans la mesure où il assume, et si on le lui permet de son vivant, son écrit... la mort le libère de cette charge et de cette responsabilité.

Le signe (*) renvoie pour toute explication au «*Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien*» du même auteur - édit. AAEL janvier 2000.

Le signe (**) renvoie pour toute explication à «*L'Anti-Sisyphé - Pour en finir avec la marchandise*» du même auteur - édit. AAEL janvier 2002.

Soyez réalistes ! L'important n'est pas
ce que vous souhaitez mais ce que je peux
vous promettre !



Les rapports entre la *société civile*, c'est à dire l'ensemble des citoyens(nes) et le *pouvoir politique* est aujourd'hui, plus que jamais, mis au premier rang des préoccupations de la conscience citoyenne. Pourtant, à en croire les discours officiels, nous vivons dans une démocratie. Comment se fait-il donc que nous assistions à une *contestation permanente* du pouvoir politique par un *mouvement social*, en passe de se structurer sur le plan mondial ? Comment se fait-il que les consultations électorales, qui bénéficient d'une publicité et d'un appui stratégique considérable de la part des médias, n'arrivent pas à être les outils satisfaisants et efficaces de cette démocratie ?

Où y a-t-il une faille dans le système politique que l'on appelle communément la «démocratie moderne» ?

Nous allons le voir, et c'est ce qui constitue la base même de cet essai, la démocratie, la vraie, celle qui respecte tout un chacun(e) et est respectée et respectable, est essentiellement une impossibilité dans un système d'organisation sociale basé sur l'instrumentalisation des individus.

.

L'économie de marché est en effet un système fondamentalement anti démocratique et incompatible avec la citoyenneté (**). La *Liberté* qu'il

préconise est celle du loup dans la bergerie, l'*Egalité* qu'il proclame fait qu'il y a des hommes «plus égaux que d'autres», quant à la *Fraternité* elle n'est qu'un sentiment platonique que l'on laisse à l'initiative individuelle et que, socialement et politiquement, on utilise sans trop s'étendre sur le sens réel qu'on lui donne.

Le cadre politico-institutionnel qui organise ce système, quelle que soit sa forme, est fait sur mesure pour éviter toute remise en question des principes et des lois de fonctionnement du système marchand. Ses variantes ne sont que des nuances, produits de l'histoire des Etats-nation, que ce soit la fidélité à des valeurs sur lesquelles nous reviendrons, ou la fidélité à un souverain incarnant plus ou moins ces valeurs.

Les modes de scrutin, et autres techniques de désignation et de représentation politique, quoique de nombreuses observations et critiques pourraient être apportées, ne sont pas mis en cause dans cet essai. Ils ne représentent que la forme, l'écume, d'un dispositif qui recouvre et justifie une réalité autrement plus préoccupante : la volonté des groupes, des castes politiques, des classes, d'empêcher, en perpétuant le système marchand, toute évolution de notre société vers une organisation où l'être humain sera considéré comme l'élément essentiel.

Ne sont pas mis en cause non plus celles et ceux, élus(es) de petites assemblées locales qui mènent avec un dévouement sans limite leur vie familiale, professionnelle et leur engagement pour l'intérêt général. Celles et ceux qui, anonymes, loin des médias et des cercles du pouvoir central ou décentralisé, sont réduits à l'état de «faire valoir» par les politiciens professionnels. Ils sont l'expression de la vraie citoyenneté. Les uns(es) et les autres sauront se reconnaître et chacun(ne) les reconnaîtra...

Il y a une crise de confiance des citoyens à l'égard des institutions de la République, et plus exactement à l'égard de la classe politique. Certains croient y voir même une crise de la citoyenneté. Ceci est en partie vrai, du fait de la confusion permanente entre citoyenneté et participation et adhésion aux simulacres de fonctionnement démocratique. Le constat de la hausse des taux d'abstention, différente il est vrai, selon la nature de l'élection, mais tendanciellement générale, confirme cette impression.

De plus, le discours permanent des politiciens sur l'*effort* ne passe plus, ou du moins, passe de moins en moins bien. Nous ne sommes

plus, aujourd'hui, dans une époque d'accumulation en vue de la production, comme ce fut le cas au 19^e siècle, ou dans des périodes de reconstruction d'après conflit. Au contraire l'abondance potentielle et réelle discrédite le discours de l'*effort* tenu par tous les prétendants au pouvoir. Cette *théorie de l'effort*, alors que le système marchand relativise de plus en plus la force de travail, a la prétention ridicule de vouloir fonder la morale civique. La théorie de l'effort, qui fonde tous les discours politiques, ne peut plus être justifiée à partir d'arguments du passé ou grossièrement modernisés.

Ce phénomène est le révélateur de quelque chose qui ne fonctionne plus, ou fonctionne mal, dans la vie de notre, de nos société(s), et ce n'est pas en rendant le vote obligatoire, comme dans certains pays, ou en culpabilisant les abstentionnistes, que l'on réglerait le problème.

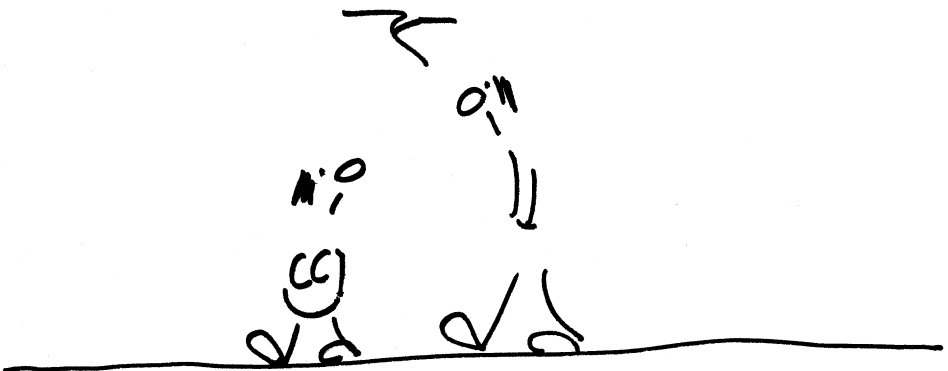
En effet, c'est moins le phénomène de l'abstentionnisme qu'il est intéressant d'analyser, que la manière dont les citoyens appréhendent les élections, la motivation qui s'y exprime et ce que chacun(e) investit dans ce type de «*pratique citoyenne*».

Cet essai n'a pas pour objectif de jeter l'opprobre sur ce qui n'est, aux yeux de la plupart, déjà plus respectable : la *politique politicienne*, les manipulations électorales, le bourrage de crâne médiatique et les pratiques de celles et ceux qui font de l'accès et du maintien au pouvoir, l'objet de toutes leurs pratiques. Il a pour but de comprendre comment nous avons pu en arriver là et tenter de jeter les bases d'une réflexion en vue du dépassement d'une situation qui peut nous conduire à de nouvelles catastrophes.

Une *légitimité* au-dessus de tous soupçons

*La volonté du peuple s'exprime sans limite
On peut tout dire et plus, et ce sans retenue
Il n'en reste pas moins que l'on vit dans le mythe
D'un système parfait débordant de vertu.*

Et puis, faut pas oublier que la Gauche
peut faire une politique qui ne serait
jamais acceptée de la Droite par les
Salariés.



Nous vivons dans un système politico économique fermé, hermétique au doute et à l'évolution, seulement capable de reproduire, avec d'infimes variations, les mêmes modes de fonctionnement, de représentation, d'instances de décision. Un monde politique, un monde d'«idées», complètement borné par des certitudes, un système de valeurs qui a donné un système économique et a la prétention inouïe d'être ce que l'on fait de mieux dans le domaine de l'organisation sociale. La connaissance de l'Histoire, la conscience de l'Histoire ont abouti à la nier en tant que processus d'évolution de la société. L'Histoire est (serait) morte, est (serait) derrière nous. Devant nous il n'y aurait que la *continuité*, autrement dit, le désert.

Ce système économique-politique, qui est grosso modo le système des «démocraties occidentales» n'est pas seul et unique dans le monde. Les valeurs qui l'ont fondé, qui le fondent, sont en général celles des *Lumières* (voir lexique), présentées comme des valeurs universelles. Ce système est, non seulement, loin d'illustrer dans la pratique ces valeurs (**), mais a été et est toujours porteur, à travers le monde, de pratiques d'exploitation, de guerres, de soutien à des régimes autoritaires, d'inégalités et de saccages écologiques. Et c'est à la surprise générale, la sienne en particulier, que ce système trouve face à lui les intégrismes qu'il avait lui même suscité quand ses intérêts économiques diplomatiques l'exigeaient.

Devant une telle accumulation de désastres et de contradictions, on ne peut qu'être étonné de la lenteur de sa perte de crédibilité et s'interroger sur le sens de sa légitimité.

Pourtant, toute remise en question de ce *statu quo*, est vouée aux

gémonies par les maîtres qui nous gouvernent, par celles et ceux qui, parce qu'ils ont accédé au pouvoir par le conditionnement de masse, la manipulation et l'argent, se croient autorisés à stopper net l'évolution sociale.

Notre société est ainsi comme un avion en pilotage automatique, seulement guidé par tout un arsenal juridique qui garantit la fidélité aux paramètres de vol et le respect de la réalité du marché. L'objectif est préenregistré. Les seules modifications qui peuvent subvenir sont prévisibles. Les signaux d'alerte, les clignotants, permettent, à la marge, d'envisager des procédures de récupération... le recours à la peur, suivi des urnes en constituent l'essentiel.

La grande masse des citoyens(nes) adhère aussi à cette vision statique. La peur de l'inconnu (*OK mais quoi mettre à la place ?*), la relativité des situations (*OK, mais ce n'est pas si mal que ça ! Ça pourrait être pire !*), le désir, secret, ou avoué de la promotion sociale (*OK, mais j'ai toujours la possibilité que les choses aillent mieux pour moi et les miens !*), inhibent le (la) citoyen(ne) dans sa critique du présent et ses audaces de visions prospectives, autrement dit inhibent ce qui le fait citoyen.

Cette situation annihile tout ce qui fonde la citoyenneté et en particulier la faculté chez tout un chacun(e) de penser la (sa) situation sociale, c'est à dire son rapport aux autres, de penser les rapports sociaux... bref de se considérer comme *acteur, sujet* de l'Histoire.

Cette situation est à mettre à l'actif (ou au passif), selon le point de vue, de la démocratie marchande qui, se fondant sur la pseudo démocratisation née du salariat, nous a tous(tes) instrumentalisés, au point que chacun(e) s'en remet au processus économique de marché et au vote pour exister socialement et politiquement.

Les instances politiques, et d'une certaine manière la République, ont entériné cette situation et ont gravé dans le marbre de leurs frontons, dans une devise qui n'admet aucune réplique, une réalité politique qui s'autosuffisant, n'accepte le (la) citoyen(ne) que comme *serviteur* et surtout pas comme *sujet pensant*. L'électeur est devenu, d'une certaine manière, à la République, ce que le salarié est à l'entreprise. C'est moins la citoyenneté que l'on exige de lui que la civilité, garantie de sa soumission.

La grande innovation, et c'en est effectivement une, qui a consisté au cours de l'Histoire à passer d'une légitimité du pouvoir fondée sur Dieu à une légitimité fondée sur le Peuple a pu faire croire qu'*enfin*, l'His-

toire s'achevait en accomplissant le *dernier acte* de l'évolution humaine, l'*instauration de la démocratie*. Les affres de l'Histoire humaine allaient se dissoudre dans une consensualité sociale dont l'Etat démocratique serait l'organisateur et le garant, assurant par là même la fraternité universelle.

On sait ce qu'il en a été, et ce qu'il en est, de ce beau rêve.

.

La *légitimité* c'est ce qui fonde le pouvoir.

La *légitimité démocratique* est celle qui est fondée sur le *peuple*, autrement dit la légitimité du pouvoir populaire c'est que ce pouvoir est l'émanation et l'*expression du peuple*. Le peuple s'exprime, élit des représentants(es) qui possèdent, dès lors, un droit de représentation. La légitimité assoit l'*autorité* de l'élu(e).

Le peuple n'est cependant pas une simple addition arithmétique d'individus. Il s'agit d'une collectivité, au sens social, d'individus, liés entre eux par des *rappports sociaux*, c'est à dire que chaque individu a une place, une fonction, des intérêts différents, ou identiques, avec son/ses voisins.

Pour être élu, le candidat doit obtenir le plus grand nombre de suffrages. Il peut donc avoir le choix entre deux attitudes :

- soit représenter certains intérêts en espérant rallier ainsi le plus de suffrages possibles, mais en sachant qu'une partie de l'électorat ne le suivra pas ;
- soit faire croire qu'il y a compatibilité d'intérêt entre les différentes catégories sociales et servir un programme qui «*donnera satisfaction à tous*».

C'est cette deuxième attitude qui s'est généralisée dans la classe politique et qui donne lieu aujourd'hui à l'élaboration de programmes creux et fantaisistes au point que l'on n'arrive plus très bien à voir quelle est leur finalité, non plus que leurs différences réelles.

Ce qui fait également problème c'est que, la légitimité qui fonde l'autorité politique et morale de l'élu, entre en contradiction avec les conditions d'accès au pouvoir et avec son exercice. En effet, s'il est formellement vrai de dire que l'accès au pouvoir est démocratique : *tout le monde peut y accéder*, il est en revanche faux de déclarer que les *conditions réelles de cet accès sont démocratiques*. Le pouvoir est, de

fait, monopolisé et verrouillé par celles et ceux qui y sont et en verrouillent les accès.

Le fondement de la légitimité est d'autant plus ambigu que la participation au pouvoir est soumise à des conditions qui en limitent formellement l'accès au simple citoyen. Le système démocratique a réussi l'extraordinaire tour de force de donner l'illusion de l'*expression politique libre*. Il débouche, de fait, sur des procédures excluant la grande masse des citoyens des véritables décisions politiques. Il réserve le pouvoir à des groupes de pression qui contrôlent et maîtrisent *tous les stades de la décision* et qui finalement contrôlant l'information, contrôlent aussi les décisions.

Ceci nous montre que l'existence d'institutions formellement démocratiques, de même qu'un système formellement démocratique d'élection, ne sont en rien une garantie du fonctionnement démocratique de la société. Ce qui tend à prouver qu'*un fonctionnement démocratique n'est pas affaire de technique*. Encore faut-il que les rapports sociaux qui sont le fondement de toute société, soient respectueux des droits de l'être humain..., ce qui, dans notre société, n'est pas le cas (**).

Le développement considérable des contre pouvoirs associatifs, et les espoirs mis en eux par les citoyens, ou plutôt des citoyens(nes), les plus conscients(es), en dit long sur la légitimité du pouvoir. On en arrive à la situation extraordinaire ou *tout ce qui est officiel est suspect*. Quel citoyen sérieux peut véritablement croire en des déclarations officielles, des communiqués officiels ? Ce ne sont plus les expertises émanant d'organismes publics qui font confiance, mais, comme l'on dit d'*organismes indépendants*, (sous entendu de l'Etat), ce qui n'est pas le moindre des paradoxes dans un système qui se veut démocratique. Le peuple ne croit plus en la parole de celles et ceux qui sont ses représentants. Le peuple soupçonne ses propres représentants, celles et ceux qu'il a élu, de défendre des intérêts autres que les siens, de cacher la vérité des faits, voire de n'être motivés que par leurs propres intérêts. L'Etat lui même, conscient de la chose, est obligé d'avoir recours à ces organismes indépendants pour être cru... extraordinaire dégénérescence de ce qui constitue la démocratie, la *confiance*. S'il y a toujours légitimité constitutionnelle de l'élu, il n'y a plus *légitimité de conscience*.

Le rapport du citoyen à la loi est significatif du degré de déliquescence de ce qui émane des institutions représentatives. En effet, ce rapport est plus de *soumission* que d'*acceptation*. Or, la loi est en

principe l'émanation de la volonté du peuple, par l'intermédiaire de ses représentants qui la votent. On respecte la loi plus par *crainte de la sanction* que par réflexe volontaire de civisme et de citoyenneté. Le pouvoir, en principe démocratique, ne s'y est d'ailleurs pas trompé et fait vivre cette loi comme une *contrainte*, le rappelant sans cesse, faisant même de cet aspect contraignant, la philosophie de son action, et comble d'absurdité, confiant la responsabilité de veiller à ce respect à des mercenaires qui sont loin de posséder les qualités morales requises pour s'acquitter de cette lourde tâche.

La *judiciarisation de la vie sociale* (voir lexique) est la conséquence d'une vision absolutiste du caractère dit démocratique de la représentation politique. En effet, à la limite, comment admettre une contestation, aussi minime soit-elle, d'un système qui est décrété *absolument démocratique*, qui ne peut pas être plus démocratique que ce qu'il est ?

La *majorité* n'a aucune raison de manifester, puisque son opinion est exprimée par le pouvoir. La *minorité* n'a pas non plus à manifester puisque la «règle démocratique», veut qu'elle se plie volontairement à la représentation majoritaire. De sorte que la moindre contestation, manifestation de sa part, ne peut être considérée que comme une rupture du contrat démocratique. Quel sens peut avoir, dans cette problématique, le droit de manifester, de contester, de faire grève... ?

Nous avons bien affaire ici à une sorte de *conception absolutiste* de la démocratie, qui *évacue la réalité sociale*, au nom de la *légitimité* du pouvoir élu, au profit d'un système politique sensé la représenter dans ses opinions, mais aussi, et là est le problème, dans ses *contradictions*.

La *justice* est donc élevée, dans cette configuration, au rang d'arbitre et de censeur. La norme sociale, c'est la loi. Et tout manquement à la loi est forcément anti social, et donc antidémocratique (CQFD). Ainsi, les restrictions de la contestation sociale par la loi sont logiques et, qui plus est, légitimes et démocratiques, puisque la loi est l'expression de la volonté populaire.

Il est facile de démontrer, dans cette conception, que celles et ceux qui s'opposent à la judiciarisation de la vie sociale sont de faux démocrates, voire des provocateurs, qui veulent imposer «illégitimement» leurs opinions par la rue, alors que la seule légitimité ne peut sortir que des urnes.

La judiciarisation de la vie sociale a donc tendance à relativiser (le mot est faible) cette même vie sociale, et donc à *stériliser* le

mouvement social, voire à le criminaliser, si malgré tout il impose son expression.

Se pose alors un problème fondamental : *qu'est-ce que la réalité sociale et quel est le domaine de validité du système politique qui la représente ?* Dit autrement et plus simplement : *les revendications du mouvement social sont-elles légitimes ?*

Répondre à cette question révèle toute l'ampleur de l'hypocrisie du système politique de la démocratie marchande (voir lexique).

En effet, si la revendication qui pose une question essentielle, correspond effectivement à une réalité sociale, alors le système politique est inadapté puisqu'il est incapable d'aborder cette question. On peut aussi faire l'hypothèse, qui se vérifie souvent, que le débat politique n'a pas abordé les thèmes essentiels. Dans ce cas, la *légitimité* du système n'empêche pas son total décalage par rapport aux problèmes qui se posent et donc à la réalité sociale.

Le caractère légitime du pouvoir est-il alors suffisant ? C'est exactement la situation que nous vivons aujourd'hui, où la légitimité s'accompagne d'une inconscience politique collective qui frise l'irresponsabilité.

Si au contraire la revendication n'a aucun sens, est absurde, voire immorale, alors le système politique est justifié dans sa légitimité, mais doit également se méfier de la réalité sociale qui perd toute cohérence. C'est la porte ouverte à une conception politique totalitaire : «*l'Etat est tout, l'Homme n'est rien*».

Mais objectera-t-on, «*les choses ne sont pas aussi tranchées*». Erreur, pour l'essentiel, et au delà des apparences, elles le sont. Exemple : des questions telles que la protection sociale, les retraites, la défense de l'environnement, la réduction du temps de travail..., sont des problèmes essentiels, voire vitaux, systématiquement posés, et en permanence, par le mouvement social et *jamais réellement traités*. Pourquoi ?

Pourquoi se fait-il que des questions se posent en dehors de la représentation citoyenne ? Pourquoi se fait-il que cette représentation ne règle jamais ces problèmes récurrents ?

La réponse tient au fait que l'Etat, dans une démocratie, *n'est pas aussi neutre* que l'on voudrait nous le faire croire. Il est, de fait, et de droit, le *garant du système marchand* (*), qui a des principes de fonctionnement très précis et auxquels on ne peut déroger, sous peine de

le remettre en question. Par exemple : la propriété privée des moyens de production (indépendamment de ce que l'on peut en penser) est un principe essentiel, ce qui signifie le droit d'embauche et de licenciement des salariés(es). Par exemple : la *nécessaire* rentabilité de l'appareil de production en vue de la rentabilisation du capital aux conséquences sociales que l'on connaît. Ces exemples, parmi d'autres, ne sont pas anodins, ils fondent le système marchand et déterminent les conditions de vie, de survie ou de mort, de millions de personnes. Or, c'est dans ce cadre strict que s'exerce le pouvoir de l'Etat, et l'expérience montre que celles et ceux qui accèdent au pouvoir sans *projet radical de changement* finissent toujours par jouer le jeu du système et à ne rien changer du tout.

Mais objectera-t-on, «*les citoyens(nes) sont libres de nommer les représentants(es) qu'ils (elles) veulent !*». Certes, cette liberté existe, mais les conditions politiques, financières, médiatiques de son exercice en limitent sévèrement les champs. Les voies du pouvoir sont confisquées, depuis des lustres, par les partis politiques. Les conditions financières de l'élection sont entre les mains de ceux-ci. Quant à l'accès aux médias, ils est soumis, à la fois, au politique et au financier. Liberté oui, mais *liberté formelle*.

Une telle situation ne peut que discréditer la démocratie et engendrer un scepticisme qu'illustre la désaffection progressive des citoyens(nes) au regard de la vie politique et de ses représentants.

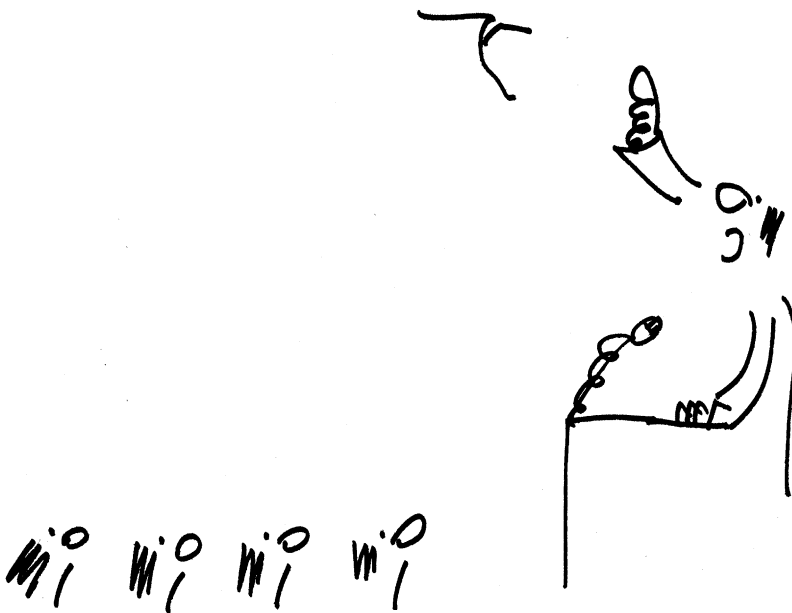
Cette défiance, que l'on peut constater tous les jours, et ce, sur le moindre problème qui se pose, est contradictoire du comportement politique des citoyens. Ils reproduisent, systématiquement et sur ordre, comme par réflexe masochiste, les conditions politiques de leur propre insatisfaction. Certains diront de leur propre aliénation politique. Ils reconduisent en permanence les mêmes femmes et les mêmes hommes au pouvoir, sachant qu'ils ne feront rien d'autre que ce qu'ils ont toujours fait : gérer un système source d'insatisfaction et d'inégalités. Il y a là une incohérence qui mérite d'être analysée.

De deux choses l'une, ou bien le peuple est stupide et/ou masochiste, ou bien jouent des mécanismes qui incitent, contraignent, à cette attitude paradoxale.

Si le peuple est stupide et/ou masochiste, alors la notion de citoyenneté est caduque... on peut arrêter là tout raisonnement. Le peuple a besoin d'une élite, de chefs qui le guident, la démocratie est inutile et dangereuse.

S'il s'agit d'une *manipulation de la conscience collective*, alors il faut en démonter le mécanisme pour comprendre, une bonne fois pour toutes, pourquoi et comment on en est arrivé là, et pourquoi on assiste à un blocage, voire une régression, de la conscience citoyenne, élément indispensable de la démocratie.

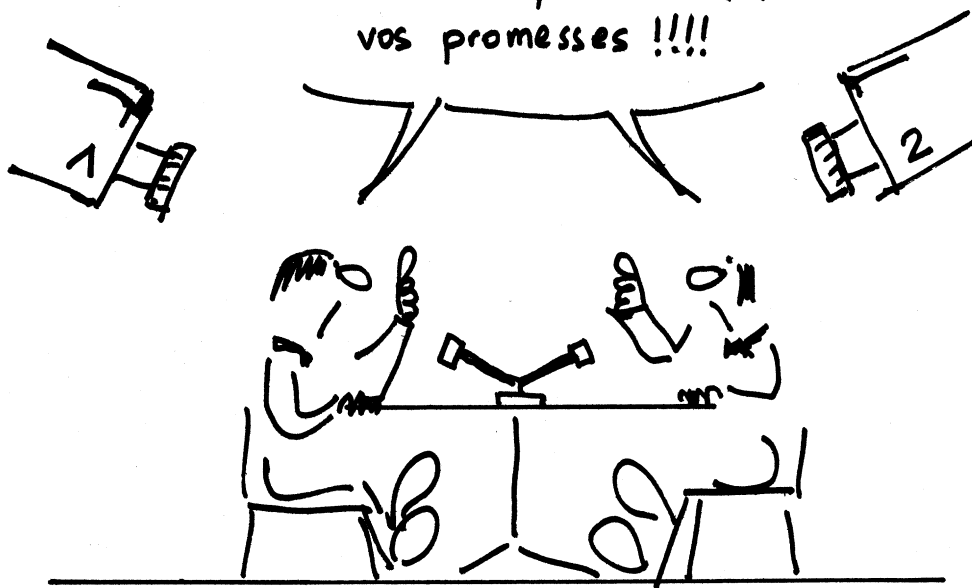
Je m'engage à tenir, même les promesses de mon adversaire !!!



À quoi servent les *partis politiques* ?

*Adhérez, adhérez disent les bureaucrates,
Le seul trésor pour nous sont vos cotisations
Faut pas que l'élection, cette fois on la rate,
Pour que sur l'échiquier on place enfin nos pions.*

La raison pour laquelle il ne
faut pas voter pour vous :
vous êtes incapable de tenir
vos promesses !!!!



Il est tout à fait normal et logique qu'une collectivité humaine voit ses membres se regrouper en fonction de leurs convergences de pensées et de leurs affinités. Le droit d'association est un droit fondamental. Ces associations permettent à la fois, en leur sein, de faire progresser la réflexion, d'approfondir les questions posées, d'y faire des hypothèses et d'aider à trouver des réponses ; mais aussi à l'extérieur, d'irriguer la société d'idées, de réflexions et de débats.

Ces «clubs de réflexion» ont indubitablement fait progresser la pensée et la morale. Les idées qui s'y débattaient, pour utopiques qu'elles fussent – et elles l'étaient – ont trouvé un jour le chemin de leur réalisation, de leur application. Aujourd'hui, elles constituent les garde-fous pour une société en voie de décomposition.

Les multiples relais, souvent associatifs, de ces valeurs, constituent aujourd'hui une (la) garantie de leur pérennité. Les partis politiques ne jouent plus ce rôle de «production d'idées», de «lieu de réflexion». Ils ne sont aujourd'hui que des *instruments de gestion* du système marchand et de *promotion du personnel politique* dont le système a besoin pour assurer son existence. Leur puissance d'intervention, le quasi monopole qui est le leur dans le domaine de la communication, aujourd'hui, sont tels qu'ils sont devenus des machines à recycler un personnel parfois corrompu, toujours intéressé, permettant, quand ils ont été condamnés, à des escrocs de haut vol, des spécialistes de détournement de fonds publics, de manipulations d'élections, etc., de retrouver leurs sièges d'élus. Permettant à des individus falots, ou à l'égo extraverti d'acquérir une stature, voire un statut social que leur existence de simple citoyen(e) ne leur permettrait pas d'acquérir. Le (la) lecteur(trice) saura mettre des noms derrière ces pratiques.

Ils sont les seuls à avoir accès au pouvoir, ils en verrouillent toutes les possibilités d'accès... ils sont devenus LE POUVOIR. Ils filtrent le passage, réservant les places à leurs seuls membres ou à celles et ceux qui leur ont fait allégeance.

Le parti politique n'est pas, contrairement à ce qu'il professe doctement *le lieu* du politique. C'est la vie quotidienne, les relations sociales, les rapports de production, qui sont les lieux *du* politique. Les partis politiques ont occupé, squatté, un lieu qui n'était pas le leur, ou plutôt, ce qui est éminemment grave, réduit *le politique* à ce qu'il a de plus vulgaire, *la politique*, c'est à dire au cercle étroit de leurs intérêts financiers, corporatistes et autres conflits de chapelles.

Le parti politique est cependant, en l'état actuel de choses, le *passage obligé* pour accéder au pouvoir. Le citoyen, à moins de se soumettre, en est exclu. Ainsi, la représentativité des partis, qui propulsent systématiquement leurs membres au Pouvoir, n'est, qu'apparemment, démocratique. La *légitimité* de l'élu est fondée sur une *confiscation* de la clé d'accès aux commandes de l'Etat. Cette logique a très vite abouti à un véritable *monopole de la pensée*, mais aussi de la *structuration de la pensée*. Les partis politiques se sont imposés, ont imposé leur manière de voir la société et sont considérés comme le *reflet de l'opinion*. Ce sont eux qui *font l'opinion publique...*, qui *sont l'opinion*. L'éventail de la pensée politique des partis est devenu l'éventail de la pensée citoyenne, au point que, lorsqu'un citoyen s'exprime, on essaye de repérer le *sens* de son discours *en référence* aux partis politiques existant. Quelqu'un qui s'exprime, exprime forcément l'idée d'un parti... il n'y a plus de pensée autonome. C'est du moins ce que souhaite la classe politique. Derrière toute pensée, on cherche à quel parti, ou à quelle tendance elle appartient. Toute pensée doit être cataloguée, fichée, répertoriée, dans le registre des idées politiques partisans, dans la grille sécurisante et officielle de ce qui constitue *la politique*. On assiste à un véritable *totalitarisme* de la pensée imposée de fait par les partis politiques. N'être ni de droite, ni de gauche aujourd'hui est aussi incongru qu'au Moyen Âge se déclarer agnostique.

Ces gens-là, les politiciens, sont arrivés à faire admettre aux citoyens(nes) qu'ils n'avaient besoin que de serviteurs, et qu'en échange d'un peu de patience, ils verraient demain la satisfaction de leurs besoins personnels. Le respect que tout citoyen doit à ces «serviteurs», n'a d'égal que l'importance qu'ils ont au regard des promesses de changement qui émaillent leurs discours.

De fait, les partis politiques stérilisent volontairement le débat d'idées, réduisent les idées, la pensée politique à un simple instrument de leur stratégie d'accession au pouvoir et de gestion du système marchand. Ils confisquent la citoyenneté.

La faillite de la pensée politique

La pensée politique critique est un non sens au regard d'un système qui se déclare, se proclame, absolument démocratique... comme si la démocratie pouvait être un *système*. Le système se déclare démocratique en «*soi*»... à la limite contre les citoyens(nes) qui ne le méritent pas et qui sont là pour le servir. On comprend, dès lors, l'expression républicaine «*Le vote est un droit, mais aussi un devoir*». Cette notion de devoir s'impose au citoyen, au point que, dans certains cas, on l'a rendu obligatoire et toute abstention est alors sanctionnée(?). La non participation au scrutin, l'*abstention*, peut être interprétée comme une *trahison* de la démocratie incarnée par le système. Ainsi est instaurée une des moins évidentes, mais des pires escroqueries politiques de notre époque, la *soumission démocratique à un système politique*.

Aucun parti politique qui gère le système marchand, aucune de leurs organisations politiques, n'a une réelle pensée politique. Les seules références qui peuvent donner l'illusion d'un semblant de pensée politique résident dans la répétition quasi obsessionnelle des «valeurs de la République», qui sont pourtant depuis longtemps devenues obsolètes au regard des mœurs du personnel politique et du système qu'ils servent.

Cette situation s'explique par le fait que la course au pouvoir consiste à défaire, à déconsidérer l'adversaire, le concurrent et à séduire l'électeur. Discourir sur les valeurs est un luxe que l'on laisse aux «intellectuels» et autres «penseurs» que l'on sollicite aux moments des campagnes électorales et que l'on exhibe publiquement pour donner de la consistance à un discours d'une désespérante platitude... et certains de ces «intellectuels(les)» se prêtent à ce jeu dérisoire, appâtés(es) par la notoriété publique qu'il procure.

Une telle attitude est logique de la part d'organisations qui n'ont pour seul souci que l'accession au pouvoir et la gestion du système. Attitude plus curieuse pour les organisations qui se déterminent comme cri-

tiques à l'égard du système marchand. Attitude qui est souvent le premier pas de leur dégénérescence politique et de leur absorption par le système.

Un exemple significatif de cette dégénérescence nous est fourni par l'histoire des organisations sociales démocrates (en général ce que l'on place sous l'appellation «gauche»), déclarées ou assimilées, qui gèrent le système marchand, même ceux qui se situent de manière critique, et qui font, par choix politique, l'impasse sur une réflexion essentielle de ce que pourraient être de nouveaux rapports sociaux.

La *critique* des circuits financiers, du règne de l'argent et du profit, si elle est une condition nécessaire, est cependant largement insuffisante. Toute cette critique, de la part de celles et ceux qui, au pouvoir, se déclarent plus ou moins adversaires du «règne de l'argent» doit s'accompagner concrètement d'un début de *dépassement de la marchandise*. Dans leur pratique du pouvoir, c'est exactement le contraire qui se produit, la critique étant rapidement remplacée par la *gestion*, décrédibilisant ainsi le discours politique, soi-disant progressiste.

Le *débat politique* pose, ou devrait poser, la priorité des questions à traiter et traiter des questions prioritaires, essentielles. Or, nous assistons à la fois, à un assujettissement des choix aux conditions d'existence du système marchand, mais aussi à la négation pure et simple de questions essentielles. Cet à priori qui peut, à la fois satisfaire les intérêts immédiats, voire égoïstes, d'une population et les intérêts politiques du candidat, hypothèque, en fait, l'avenir de cette population et celle des générations futures. La manière désinvolte avec laquelle sont traitées les questions essentielles, aussi bien au niveau national qu'au niveau international, réduit le débat politique à une simple formalité, dont l'objectif essentiel est de se donner en spectacle, et de séduire l'électeur en lui disant ce qu'il souhaite entendre.

Ce véritable pourrissement de la pensée, observable dans les courants politiques qui se veulent critiques, est la résultante de plusieurs facteurs. Le principal est la difficulté de remettre publiquement en question le système marchand, présenté comme définitif et indépassable avec l'impossibilité, ou le manque de courage, de prendre le risque de ne pas être compris par l'électorat que l'on convoite.

On assiste pourtant aujourd'hui à une opposition de plus en plus déterminée entre les impératifs absolus qui conditionnent les objectifs du système et la prise de conscience des risques qu'entraîne la poursuite de ces objectifs.

La fausse querelle droite-gauche

La partition droite-gauche, qui a la prétention d'illustrer et de structurer la pensée politique, n'est qu'un leurre.

La droite et la gauche, est-ce la même chose ? Historiquement non, mais la subtile distinction, qui représentait les progressistes républicains, voire les socialistes (d'autrefois) par la gauche et les conservateurs républicains, parfois les monarchistes, par la droite, n'est plus aussi pertinente. Cette distinction n'est pas spécifique à la France et s'adapte avec quelques nuances, à ce qu'il est convenu d'appeler, selon un terme parfaitement inadapté, les «*grandes démocraties modernes*». On trouve ainsi des binômes tels que : conservateurs-travailleurs, démocrates-républicains, sociaux démocrates-chrétiens démocrates, socialistes-libéraux..., qui se succèdent au pouvoir et font, à quelques détails près, des politiques identiques.

La volonté, de la part de la classe politique, de vouloir absolument maintenir cette fausse séparation droite-gauche est parfaitement logique. Elle permet d'entretenir l'illusion de *conceptions différentes*, d'idées différentes, de valeurs différentes. Elle permet de donner l'illusion d'un débat d'idées et de perpétuer la croyance que, si des solutions ne sont pas apportées par les uns, elles le seront certainement par les autres. C'est cette distinction qui fonde, justifie et permet l'*alternance politique*, qui n'a d'ailleurs de véritable alternance que le nom. L'alternance ne veut pas dire le changement, mais au contraire la *continuité avec d'autres*, ce qui n'est pas la même chose, et ne change finalement rien. Tout est fait, en effet, pour qu'il y ait, au moment de l'élection, «l'affrontement droite-gauche», pour que les ralliements s'effectuent soit à droite, soit à gauche. Le premier tour de l'élection n'est que l'habile habillage d'une stratégie qui piège l'électeur en lui donnant l'impression de faire un choix, alors qu'au final il ne reste, en général, que la droite et la gauche qui, à quelques détails près feront la même politique. Le citoyen est sommé de faire ce choix, et *exclusivement* ce choix : «*Si tu ne votes pas à gauche, tu fais le jeu de la droite... et réciproquement*». Dans cette logique, l'électeur est toujours piégé... il est obligé de choisir, et même son *non choix* est analysé comme un *choix*.

Si la *différence* entre droite et gauche était *réelle*, on pourrait, à la rigueur, admettre la nécessité de ce choix, mais qu'en est-il

exactement ? La droite serait conservatrice et la gauche progressiste ? Si cela a correspondu, dans le passé, à une certaine réalité, aujourd'hui, la pratique du pouvoir par les uns et les autres montre qu'ils se retrouvent tous d'accords pour l'essentiel, c'est à dire *accepter et gérer le système marchand* avec, à quelques nuances près, les mêmes méthodes. Cette affirmation n'a pas besoin de longues explications... il suffit de voir les pratiques politiques avec les partis au pouvoir.

L'*alternance* est donc une véritable escroquerie politique qui a pour unique but de donner le change démocratique à un processus qui fondamentalement ne l'est pas, puisqu'il verrouille concrètement l'accès du pouvoir et ne permet pas un véritable choix réellement alternatif. L'*alternance* est ainsi une *mesure conservatoire* qui permet au système de tout conserver en donnant l'illusion du changement. L'astuce est remarquable, car les apparences sont sauvées. Elle est certainement plus efficace qu'un système répressif, qui interdirait l'expression et qui, de ce fait, perdrait toute légitimité et serait montré du doigt. Le système politique de l'économie de marché est en principe anti autoritaire mais est-il pour autant démocratique ? La dictature, c'est «*Ferme ta gueule*», la démocratie c'est «*Cause toujours*».

Discours et double discours de la classe politique

Le discours politique est un discours très particulier. Il a pour objectif essentiel de justifier, aux yeux des citoyens, l'existence du système, le déclarer indépassable, et décréter que seules les réformes, celles qui laissent en place l'essentiel des lois du système, les améliorations quantitatives, peuvent résoudre ses contradictions. Cette attitude a été celle de tous les dirigeants, à toutes les époques de l'Histoire... Celles et ceux d'aujourd'hui ne font pas exception.

Les partis ne peuvent, manifestement, plus donner en spectacle leur action politique réelle, quoique, les techniques de communication et de propagande, ainsi que l'utilisation des médias modernes permettent en la matière bien des prouesses. C'est pourquoi, ils sont passés maîtres dans l'art de nous donner en spectacle de vraies valeurs, celles dites «*de la République*» qui n'ont plus pour fonction que de rendre acceptable une réalité qui elle ne l'est plus, ou de faire croire à des promesses, qui ne sont jamais tenues, et/ou sont irréalisables. Tout l'art de la pratique politique consiste ainsi à créer *l'illusion de la*

persistance de la réalité de ces valeurs et ce, en contradiction flagrante avec la réalité sociale.

Ces valeurs affichées et instrumentalisées constituent un fond de commerce inépuisable dans lequel chaque boutique politique puise pour faire écran au regard critique du citoyen. Ingrédients incontournables de notre Histoire, de notre culture, elles sont à la base des diverses soupes politiques qui nous sont régulièrement servies.

Ainsi, la charité publique se commue en fraternité, la répression en «*sauvegarde de la paix sociale*», les licenciements en «*plans sociaux de reclassement*», l'attribution forcée d'un travail en «*plan d'aménagement de retour à l'emploi*»... La sémantique inépuisable du discours politique n'en finit pas, au fil des consultations électorales, de reproduire le mirage de l'intégrité des dirigeants et de la sagesse de leur action, coupant l'herbe sous le pied des sceptiques et autres détracteurs du système. N'hésitant pas, quand cela s'avère nécessaire, à manipuler l'institution judiciaire pour se concocter une amnistie, début de l'amnésie. On ne réprime plus l'opposant, on le déconsidère, on ne l'empêche pas de parler, on le prive de communication. Les apparences sont sauvées et l'intégrité et les intérêts du système préservés... tout peut continuer comme avant, se perpétuer.

Enfin, ce double discours de la classe politique est largement aidé par le mythe de la *séparation des pouvoirs* (voir lexique). Cette séparation n'est bien évidemment, la plupart du temps, jamais respectée, il suffit pour s'en convaincre de voir comment fonctionne l'État et les multiples scandales qui montrent une perméabilité parfaite entre ses trois instances. Cette conception du fonctionnement de l'État n'est pas, sur un plan théorique, une mauvaise chose, au contraire, mais, dans le cadre d'un système économique fondamentalement inégalitaire (**), elle est totalement irréaliste. Or, et chacun peut le constater, le discours politique, de droite comme de gauche, est systématiquement émaillé de références à celle-ci. Pourquoi ? Cela permet de montrer l'*objectivité* des décisions prises «en toute équité». Cela permet aussi de se dédouaner lorsqu'il y a contestation publique sur une affaire. Cette pseudo séparation des pouvoirs permet à la classe politique de se déresponsabiliser aux yeux de l'opinion publique. «*Je n'y peux rien c'est le juge qui tranche*» dit le député, . «*Je n'y peux rien, c'est le député qui fait la loi*» dit le juge, «*Je suis intouchable de par la loi*» dit le Président de la République au juge. «*Je suis amnistié de par la loi votée par mes pairs*» dit le politique, etc. Sans parler des pressions que peut exercer le politique sur le juge pour «*étouffer une affaire*»

impliquant un de ses collègues. Autrement dit c'est le (la) simple citoyen(ne) qui a à craindre les rigueurs de la loi qui est votée en son propre nom. Le sentiment d'impunité des politiques et d'inégalité dans l'application de la loi n'est certes pas un fantasme.

L'organisation est-elle condamnable ?

La réponse est évidemment négative. On peut difficilement concevoir un fonctionnement social sans organisation. C'est d'ailleurs une telle évidence qu'avancent les partis politiques pour justifier leur existence. Les choses ne sont cependant pas aussi simples, des précautions sont à prendre, et puis se pose une question fondamentale : *quel type d'organisation et dans quel but ?* L'organisation est un instrument technique, on ne peut pas ne pas se poser la question : *organisation au service de quoi ?* La question n'est pas simplement *technique*, elle est essentiellement *politique*.

Ce n'est pas l'organisation ou la multiplicité d'organisations, aussi démocratiques soient-elles (ce qui est loin d'être le cas) qui fait la démocratie et encore moins la citoyenneté.

S'il s'agit d'organisations, rassemblant des citoyens(nes) sous une communauté d'idées, de pensée, en vue de l'alimentation du débat citoyen, il n'y a là rien que de très normal et même de positif, c'est d'ailleurs la fonction qu'auraient dû remplir les partis politiques. Or ce qui se passe aujourd'hui, nous l'avons vu, n'est pas du tout cela. La réflexion politique a cédé sa place au *calcul politique* qui trouve son débouché dans le *calcul électoral*. La notion même de calcul politique est plus que suspecte. Réduire à une simple arithmétique ce qui devrait être un débat d'idées sur les questions essentielles de la société tient de l'irresponsabilité civique. Ce qui fait problème est moins le fait de compter des voix que de réduire l'intervention citoyenne à ce calcul, et ce d'autant plus que la *crédibilité politique* se résume en fait à la *crédibilité électorale*. Dès lors toutes les dérives sont possibles... et c'est à celles-ci que nous assistons.

Confondre parti politique et pouvoir est la porte ouverte à tous les excès. *Les partis politiques ne devraient jamais avoir accès au pouvoir*. C'est une règle qui éviterait ce que nous connaissons aujourd'hui, une lutte sordide de véritables mafias à l'assaut des privilèges du pouvoir.

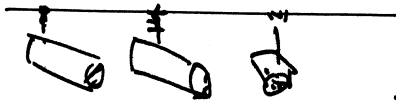
Mais alors, dira-t-on, qui exercera le pouvoir ? Les citoyens(nes).

Parti politique et activité sociale sont dans des champs complètement différents. Les uns sont dans le champ de la réflexion politique, l'autre est la réalité sociale qui fonde le politique. Qu'il y ait des liens entre les deux, ce qui est évident, ne doit pas vouloir dire que l'une est soumise à l'autre. Si la nécessité d'un pouvoir apparaît dans l'organisation sociale, ceci ne doit pas vouloir dire que c'est un parti qui en a la pratique. Un parti n'est pas fait pour exercer un pouvoir mais pour aider, éventuellement, les citoyens(nes) à réfléchir, à poser les problèmes... L'organisation sociale est, elle, du domaine de la pratique politique des citoyens, qui peuvent, éventuellement s'inspirer de la réflexion des partis. Nier cette différence entre parti politique et société civile aboutit inéluctablement à toutes les dérives bureaucratICO-maffieuses auxquelles nous assistons aujourd'hui.

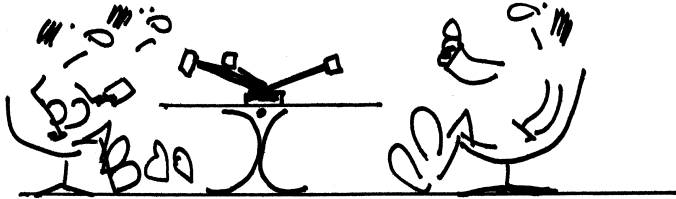
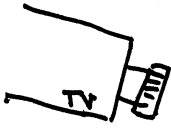
On peut légitimement se poser la question de savoir *«pourquoi on interdirait aux partis politiques de participer au pouvoir ?»* La pratique politique actuelle nous donne simplement la réponse : pour éviter les situations que nous connaissons, celles qui consistent à monopoliser le pouvoir par des bureaucraties, celles qui consistent à confisquer la réflexion politique de l'ensemble des citoyens, celles qui consistent à entretenir des organisations qui ont pour seul objectif que l'accès au pouvoir et la préservation du système marchand, celles qui consistent à promouvoir, pour des intérêts de chapelle, des incompetents(es) à des postes de responsabilité, celles qui consistent à généraliser le népotisme...

Il faudrait aussi se poser la question : *d'où tient-on la certitude que ce sont les partis politiques qui doivent exercer le pouvoir ?* Est-ce une vérité absolue ? Qui l'a décrété ?

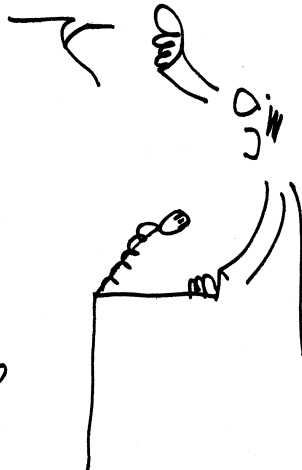
Est-ce que cela réglera tous les problèmes liés au Pouvoir ? Certainement pas, mais au moins les problèmes posés par la monopolisation du politique par les partis le sera. Ceux ci retrouveront la place qu'ils n'auraient jamais du quitter et probablement que s'ils jouent leur rôle, à leur place, la conscience citoyenne aura tout à y gagner.



D'accord, je n'ai pas
tenu mes promesses, mais
reconnaissez qu'elles
étaient irréalistes....



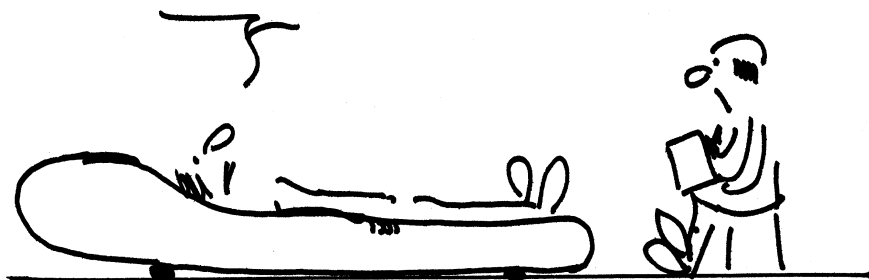
Je suis prêt à vous faire toutes les
promesses à condition que vous ne
m'obligiez pas à les tenir !!!!



À quoi, à qui sert la *République* ?

*Assise devant nous, les mamelles pendantes
La coiffure défaite, elle nous tend les bras,
Nous qu'on dit «ses enfants», qui l'aimons souriante
Sommes tous fort surpris quand elle nous fait tracas.*

Docteur, il n'y a qu'en comptant
des bulletins de vote que j'arrive à
m'endormir. Suis je normal docteur ?



Question assurément provocatrice qui a l'air de jeter la suspicion sur quelque chose de *sacré*. Et c'est bien l'insistance à en proclamer le caractère sacré qui ne peut que jeter la suspicion sur l'objet ainsi qualifié. S'il y avait, en dehors du *profit*, quelque chose de sacré dans notre société, ça se saurait... à moins que recherche du profit et défense des valeurs de la République soient compatibles. Qu'en pensent les chômeurs, les exclus, les pauvres, les salariés qui craignent pour leur emploi et leur niveau de vie, sans parler des peuples à qui l'on prend des richesses et l'on distribue des armes ?

Le concept ambigu de République

La référence abstraite à la République permet d'éviter de poser les vrais problèmes qui sont ceux que le système marchand pose à l'Homme.

Sous le vocable de République, reconnu d'ailleurs par la droite comme par la gauche, on peut mettre, à peu près, tout et n'importe quoi. A peu près seulement car, exclue l'idée monarchiste (encore que les pratiques monarchiques existent dans la République et que des régimes monarchiques aient des pratiques républicaines), et l'idéologie ouvertement fasciste, la République peut accueillir tout le reste : le progrès social comme la régression sociale, la solidarité comme les inégalités, la paix comme les guerres coloniales, le respect des droits de l'homme comme la torture... Les trémolos dans la voix de celles et ceux qui veulent placer l'*idéal républicain* au dessus de tout, n'empêchent pas, dans la réalité, que la République est un *système politique* fondé, en

principe, sur un ensemble de valeurs, qu'il n'hésite pas, dans la pratique, à violer allègrement et que la dénonciation de ces violations se fait au nom des valeurs de cette même République (?). Dénoncer la *violation de l'idéal républicain* par l'institution République, pour l'absoudre, est une méthode bien commode pour faire que rien ne change et tout soit justifié.

La notion de *cohésion sociale*, par exemple, trouve sa source, à la fois dans la reconnaissance de valeurs et dans l'acceptation du rapport marchand qui manifestement les nie. C'est au nom de la *liberté d'entreprendre* que l'on accepte la *privation d'emploi*, c'est à dire la précarisation d'une partie de la population. Si la *Liberté* de l'entrepreneur est sauve, la *Fraternité* en prend un sérieux coup... et ce n'est qu'un exemple. Cette liberté d'entreprendre est l'expression du rapport marchand (**). La valeur «*Liberté*» est apparemment respectée et elle n'est en fait que l'alibi du rapport marchand qui la nie dans sa signification sociale, la seule qui ait un sens.

Tout a été fait, et tout est fait, pour que l'on confonde les *valeurs qui fondent la République* et les *institutions de la République* qui, non seulement, garantissent le fonctionnement de l'économie de marché, mais encore permettent tout à fait l'accession et le maintien au pouvoir d'individus en rupture avec les valeurs qu'ils professent et en principe représentent. Amalgamer *valeurs* et *institutions* permet de justifier celles-ci en s'appuyant sur celles-là.

En fait, nous assistons à une extraordinaire mystification. La République, telle que la conçoivent les politiciens de tous bords, n'est qu'un prétexte. C'est un outil qui permet le meilleur comme le pire, mais qui, là est l'important, permet, sous couvert de valeurs tout à fait honorables, de maintenir en activité le *système marchand*. Le maintenir tout en le parant de valeurs qui lui sont tout à fait étrangères, telles que la solidarité et l'égalité, et parfois même, quand ses intérêts sont menacés, la liberté... sans parler, bien entendu, de la fraternité. Mystification quand on arrive à convaincre le plus grand nombre que les valeurs des *Lumières* sont synonymes, et inséparables, d'un appareil d'Etat, d'un complexe d'institutions, qui permettent toutes les magouilles (les fonds secrets, les primes diverses des hauts fonctionnaires, les manipulations de la justice au profit des élus et de leurs protégés, la raison d'Etat...), toutes les manipulations qui permettent de faire vivre en parasite, dans des instances bidons (par exemple le Sénat), toute une classe superflue directement issue des partis politiques, qui n'a pour fonction que de se reproduire et de reproduire le système qui la nour-

rit. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la République est présentée comme sacrée, et qu'il est établi que remettre en question les fondements républicains de notre société est un délit. La sacralisation de la République n'est pas la sacralisation des valeurs qui la fondent, mais la sacralisation des *institutions* qui en sont l'expression politique. Le principe de la sacralisation interdit moralement de douter, de s'interroger et de poser des questions qui sont forcément impies aux yeux du sacré. Le sacré ne se discute pas, il se respecte.

Le spectacle du fonctionnement de l'Etat qui se veut-être, dans sa gravité et sa solennité, l'incarnation des valeurs de la République, n'est, en fait, que le paravent chatoyant qui masque les principes de fonctionnement d'un système qui instrumentalise ce qu'il nomme démagogiquement *le citoyen* et qui permet à la classe politique parasite de faire ses petites et grandes affaires.

Des valeurs à géométrie variable

Les «*valeurs qui fondent la République*» ne sont sacrées, c'est à dire intangibles, que pour celles et ceux qui doivent les respecter. Le système marchand n'a que faire du respect, dans l'absolu, de ces valeurs. Ces valeurs n'ont de sens, pour lui, que dans la mesure où elles correspondent à ses intérêts immédiats, ou lointains. L'Etat, en toute connaissance de cause, les violera si la nécessité du système s'en fait sentir (voir aussi «*Existe-t-il une Raison d'Etat ?*»). Ainsi, l'Etat républicain n'a pas hésité à dynamiter (faisant un mort) le bateau d'une ONG qui portait atteinte au prestige de sa politique de défense. Ainsi, l'Etat républicain n'a pas hésité à couvrir les tortures durant les guerres coloniales..., le (la) lecteur(trice) n'a que l'embaras du choix pour trouver d'autres exemples.

Est-ce à dire que l'Etat cesse d'être «*républicain*» quand il se comporte ainsi ? Mais l'est-il vraiment, au sens qu'il veut nous le faire croire ? Et qu'est-ce que c'est que d'être républicain pour un Etat ? Respecter certaines valeurs ? Mais lesquelles ? Celles qu'il proclame tout le temps, tout en les reniant dans sa pratique ?

Même des valeurs aussi fondamentales, au regard de l'idéal républicain, que *Liberté, Egalité, «souveraineté nationale», «unité de la République»*, sont soumises aux aléas et aux impératifs du système marchand. Ainsi, ont été successivement abandonnées : la souveraineté politique, monétaire, militaire pour construire une entité «supra

nationale» européenne, indispensable à la valorisation du capital dans le vieux continent..., alors que dans le même temps, l'État républicain refuse, au nom des mêmes principes, l'autonomie de régions qui la réclament au nom de la défense des particularités culturelles, ou accepte que des individus sans papiers, la plupart du temps connus des pouvoirs publics, vivent en marge de la société, soumis aux trafiquants de travail et aux marchands de sommeil.

Il ne s'agit pas ici d'approuver ou de désapprouver, mais seulement de souligner la *relativité* de ce qui nous est présenté comme un absolu. Il s'agit de dénoncer l'*hypocrisie des politiciens* qui manipulent l'opinion citoyenne en fonction des intérêts du système qu'ils servent, et dont ils se servent.

On parle généralement de *consensus républicain* pour bien signifier qu'une entente est possible entre les différentes catégories sociales, courants d'opinions, écoles de pensées..., quelle est la validité d'un tel consensus ? Se peut-il qu'il puisse exister ?

Sur les valeurs, il peut effectivement exister, et l'on a vu que ce n'était pas très impliquant. Mais quelle est sa portée ? Il est à craindre qu'il ne s'agisse que d'un *consensus formel*, purement théorique et symbolique, sans aucune conséquence pratique, du moins tant que les fondements du système marchand ne sont pas remis en question. En effet, lorsque ces derniers sont remis en question, la rupture est consommée entre les parties. Autrement dit, le consensus sur les valeurs ne tient que dans le cadre étroit déterminé par le système lui-même.

Quant aux *Droits de l'Homme*, qui en principe, fondent les valeurs de la pratique politique, la *démocratie marchande* s'accommode parfaitement d'une version «modernisée» qui réussit le tour de force de considérer, par exemple, l'instrumentalisation des individus par les règles du système marchand comme l'expression même de la liberté. Un exemple : le salariat (*).

Le pur discours sur la République, sur les *valeurs de la République*, considère ces valeurs de manière totalement abstraite. Alors, et seulement à cette condition, elles conservent leur sens originel et théorique et toute leur charge affective et symbolique, si utile pour tromper les naïfs. Concrètement, le discours sur la République et ses valeurs, aussi sincère soit-il, (il peut aussi ne pas l'être), déconnecte, de fait, ces valeurs de la réalité économique et sociale qui les sous-tend.

Se juxtaposent en fait aux *rapports humains*, que symbolisent idéale-

ment les valeurs de la République, les *rappports marchands*, qui sont ceux du système économique dominant. Concrètement, ce sont de ces derniers dont l'État, et donc les politiques, sont des garants. L'équilibre économique, c'est à dire les conditions drastiques de la valorisation du capital (rentabilité de tous les facteurs de production, y compris le facteur humain), et donc la cohésion sociale, ne sont conçus, et ne sont concevables, *que* dans le cadre de ces rapports marchands. Par exemple, la propriété prime sur le droit au logement, la rentabilité prime sur l'emploi et la sauvegarde de l'environnement... Ce sont ces rapports qui président à la configuration générale de ce qu'est la société et de ce qu'est la politique. Certes, les rapports de forces qui s'exercent entre les différents groupes sociaux font évoluer la législation (du travail par exemple), les structures de la production (l'instauration ou la suppression d'un service public par exemple), mais *sans jamais remettre en question le fondement du rapport marchand* : la valorisation du capital. Ainsi, les rapports humains et les rapports marchands se confondent dans l'esprit étroit des gestionnaires du système. Ainsi, les premiers sont fondamentalement soumis aux seconds, bloquant ainsi tout progrès social à partir d'un seuil qui remettrait en question l'ensemble du système économique.

Tous les discours sur les valeurs de la République renvoient, implicitement et en fait, à l'autojustification des rapports marchands qui fonderaient ces valeurs et, au regard du fonctionnement du système marchand, on peut sérieusement douter d'une telle compatibilité (**).

Un tel raisonnement n'est pas spécifique à notre système et à notre époque : la primauté du maître sur l'esclave, du spirituel sur le temporel, ne sont que les mêmes problématiques conservatrices qu'a toujours connue l'histoire humaine.

Ce ne sont plus César ou Dieu qui sont sacrés, c'est la République, nourrice avenante à la poitrine généreuse qui, dès notre enfance, nous a fait têter à la source des certitudes démocratiques, pendant que son concubin, le système marchand, avare invétéré, nous asservissait. Ainsi, munis des sacrements démocratiques de la République et obligés alimentaires, par le système marchand, nous devenions des hommes/femmes marchandises condamnés à vivre dans une société où les règles les plus humanistes qui soient cotoyaient, et cotoient, la condition d'*individu-objet*, soumis aux caprices du marché.

Coincés entre des valeurs incontestables, indiscutables, et des institutions politiques dévouées aux intérêts du système marchand, nous sommes devenus des *êtres ambivalents*, déchirés entre l'idéal

proclamé et la réalité imposée, sommés de respecter les institutions au nom du respect des valeurs. Nous avons parfaitement intégré le fait aberrant que renier l'*institution* c'est renier la *valeur*. Ainsi, la *Justice-institution*, rend la *Justice-valeur*... et il n'y a officiellement pas, malgré les évidences, de justice à deux vitesses puisque nous sommes tous égaux devant la loi.

Et puis, faites bien attention,
si je ne suis pas élu, c'est mon
adversaire qui le sera !!!!



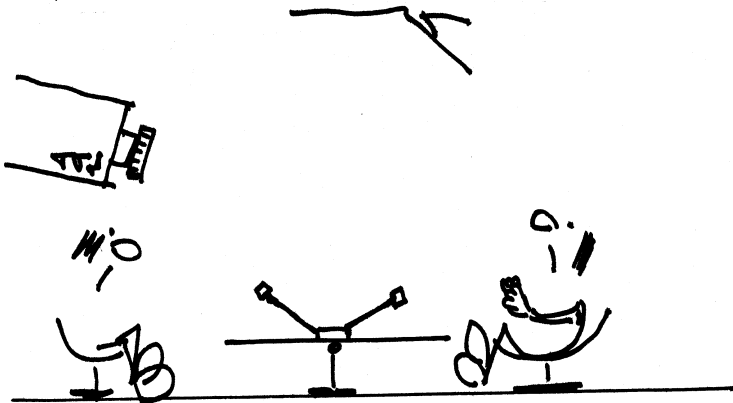
Le *temps électoral* est-il compatible avec le *temps citoyen* ?

*La vie du citoyen est bercée d'élections,
Et à chaque scrutin on nous promet la Lune,
Pourtant, à chaque fois, c'est la désillusion :
On s'est tous fait avoir, on en est pour des prunes.*

C'est exact, la Démocratie
est soluble dans les
élections !



Pour moi, la République est une grande famille :
je suis député, ma conjointe conseillère
municipale, mon père sénateur.... J'espère
que mon fils et ma fille



La citoyenneté n'est pas un état statique, c'est une dynamique sociale.

La citoyenneté n'est jamais un acquis définitif. A l'image de la *liberté*, c'est une conquête permanente. Les outils de cette conquête permanente sont l'*engagement social*, c'est à dire la lucidité, la critique et l'engagement.

Les citoyens(nes) se sont déchargés leur citoyenneté sur les élus(es), comme on se décharge d'un sac trop lourd à porter. La conséquence d'une telle attitude c'est la *confiscation de la citoyenneté* par un corps de «professionnels» qui vivent en parasite sur le corps social et qui n'ont pour seul objectif que de perpétuer un état de fait et de droit dont ils profitent.

Le temps citoyen est un *temps continu*. La citoyenneté n'est pas une attitude réductible à des moments particuliers de la vie sociale, au *moment des élections*. La citoyenneté est un *mode de vie sociale* fondé sur la *conscience toujours en éveil*. Vivre sa citoyenneté, c'est *se penser* comme *sujet social*, pas comme obligé, de celle ou celui que l'on a élu.

L'institutionnalisation de l'élection a cassé ce temps citoyen, l'a séquencé, l'a tronçonné, l'a vidé de sa substance, et finalement, l'a réduit à quelques instants décrétés fondamentaux : *le moment du scrutin*.

Alors que l'élection devrait être l'aboutissement d'un processus citoyen de concertation, de réflexion, de confrontation libre entre citoyens(nes), elle est devenue un enjeu de groupes de pression : les partis politiques. Elle est devenue un enjeu pour la classe politique qui

y joue son avenir et sa survie. Ceci est tellement vrai qu'il est de notoriété publique qu'à l'approche des élections la vie politique, institutionnelle et administrative se ralentit : on hésite à prendre des décisions, on suspend des projets publics, on remet à plus tard des rencontres... bref, les élus attendent que les élections soient passées. L'important est incompatible avec l'électoral... curieuse conception du politique !

D'un aboutissement, du débouché du débat citoyen, ce qu'elle devrait être, l'élection est devenue une *compétition* dont l'enjeu est le *pouvoir*. Elle est devenue une fin en soi.

L'objectif des «professionnels» de la politique n'est pas d'*aider* au débat, de l'animer sur les problèmes de notre société, mais de coller au plus près des croyances, des idées reçues, voire des fantasmes, pour emporter l'adhésion de l'électeur. Le politique ne discute pas avec le (la) citoyen(ne), il papote, il le flatte, il lui serre la main, il lui fait une bise, bref il essaye de le (la) *séduire*. Ce n'est pas un hasard si les professionnels de la communication, employés par les politiciens, considèrent que *l'image* du candidat prime sur ses *convictions*. Certes les choses ne sont pas présentées de la sorte, on sauve les apparences en évoquant des sujets, mais sans jamais les traiter, l'apparence prime sur le fond.

Les conditions de travail, les conditions d'existence (**), qui ne sont en fait que la conséquence des précédentes, enferment le citoyen dans un mode de fonctionnement qui l'accapare en grande partie, lui interdisant de fait de s'occuper des affaires publiques («*la politique, moi, je n'ai pas le temps, j'ai d'autres problèmes !, je laisse ça à d'autres*»). Cette division politique du pouvoir, qui se veut purement formelle et fonctionnelle, «*on délègue simplement le pouvoir à l'élu*», prend dans la réalité une dimension de confiscation de ce pouvoir : «*votez, on fera le reste*».

Le règne de la *politique spectacle*

La *démision* de fait, des citoyens, en tant que citoyens réels, ouvre la boîte de Pandore de toutes les manipulations.

Le spectacle de la politique que nous renvoient, et dans lequel se complaisent les médias, se veut être le vrai spectacle de la démocratie. La mise en scène politique qui nous est présentée a l'extraordinaire prétention d'être l'image de ce qu'est la société, l'image de ce qu'est la citoyenneté. À la limite, on ne fait plus vraiment la différence entre un

jeu télévisé et une soirée électorale. Et puis, y a-t-il une véritable différence entre les deux pour les citoyens(nes) que nous sommes ? Celles et ceux qui «gagnent», ce ne sont jamais nous et, une fois passée l'émission, demain sera comme aujourd'hui.

Ce qui tient lieu de débat citoyen, la campagne électorale, n'a plus pour objectif de débattre, mais de plaire. La *démocratie* qui, en principe, est la *forme de relation entre citoyens*, n'est plus que l'alibi à la mise en scène de celles et ceux qui l'utilisent pour accéder au Pouvoir. Rabattant le ban, et l'arrière ban des carriéristes de leurs clans, voire les membres de leurs familles, les inconditionnels, conditionnés de par leur idéologie, et les faibles d'esprits manipulables et manipulés, les champions auto proclamés de la pseudo représentation populaire étalent, sans pudeur, les stigmates de ce qu'il croient être «*leur passion de l'intérêt général*». Les promesses abondamment diffusées par les médias complaisants sont autant d'appâts agités devant le nez des électeurs, signes dérisoires et nauséabonds de la putréfaction de la démocratie.

Toute cette machinerie productrice du «*spectacle politique*» est le fait des partis politiques qui dépensent des sommes colossales à ces mises en scène, au point que de véritables réseaux de financement, aux méthodes plus ou moins mafieuses, ont été créés par eux. Devant les scandales provoqués par ces pratiques auprès de l'opinion publique, l'État, contrôlé par ces mêmes partis, a été amené à encadrer ces dépenses par la loi, le système risquant d'être contre productif sur le plan électoral, tout en passant une éponge complaisante et fraternelle sur des pratiques passées qui demeurent à jamais obscures. Amnistie et amnésie obligent !

L'état de conscience (politique) de l'électorat ne lui permet pas, du moins aujourd'hui, d'envisager le *changement des rapports sociaux*. La vie démocratique telle qu'elle est vécue, est une vie «végétative», une vie dans laquelle tout est fait pour que le citoyen ne prenne rien en charge. Une fois élu, l'élu s'occupe de tout. Il en a le temps, les moyens financiers et la légitimité. Le citoyen assiste au théâtre de la démocratie en spectateur, constatant, généralement, qu'il s'est fait flouer en croyant, une fois de plus, aux promesses de celui (celle) qu'il a élu. Si le spectacle ne lui convient pas, il est trop tard. Il a payé sa place et ne sera pas remboursé.

Le spectacle de la politique a sa propre logique qui n'a rien à voir avec le débat d'idées. La mise en scène n'est pas celle des idées mais essentiellement de celles et ceux qui disent les incarner. Les tech-

niques déployées par les candidats sont plus celles de la manipulation-séduction que de la réflexion, ce qui explique l'importance de la couleur de la cravate ou la qualité de la coupe du costume au moment du débat télévisé ou de la prise de la photo officielle.

La vie politique se résume en fait au spectacle de la politique. Avant les élections, c'est la période de séduction. Le candidat fait le trottoir de l'opinion publique. Poussé par une hyper médiatisation, il se prête aux élucubrations les plus affligeantes pour répondre aux désirs et aux fantasmes d'une opinion publique qu'il s'agit de conquérir, donc de satisfaire en l'amusant (pas trop), en la flattant (habilement), en la touchant affectivement (ça c'est très bon). Emissions de télévision débilés, presse caniveau et autres porte à porte, accompagnés de vedettes du sport, du cinéma ou de la télé, plus une pincée d'intellectuels médiatiques, en présence des caméras sont l'essentiel de l'expression politique des candidats. Sans oublier l'essentiel : le serrage des mains aux hommes (ça fait viril), la bise sur la joue aux femmes, aux enfants et aux vieux et la main au cul des vaches au Salon de l'Agriculture (pas pour les vaches, qui ne votent pas, mais pour les agriculteurs).

Après les élections, les projecteurs éteints, la classe politique sonne la fin du spectacle. Il s'agit de revenir aux choses sérieuses. Il est temps de prendre les décisions que les politiciens en place, à l'approche des élections, n'avaient pas osé prendre. On a le temps pour revenir sur les promesses dont on sait qu'on ne les tiendra pas... et puis avec le temps, on compte sur la volatilité de l'opinion publique.

Il s'agit désormais de s'installer au pouvoir et de faire la courte échelle aux copains de parti pour consolider ce pouvoir, pour lequel on a sacrifié sa dignité. Le temps est compté : on est toujours entre deux élections.

Ce tableau peu flatteur choquera plus d'un lecteur qui dira : «*il caricature*». En fait ce tableau choque parce qu'il fait peur. Il fait peur parce que c'est effectivement comme cela que l'on perçoit l'élection, la vie politique, et que l'on ne sait pas trop comment remédier à un tel débalage de médiocrité.

Il fait peur parce qu'il touche à une chose importante en démocratie : le pouvoir, la représentation populaire, les élections qui sont la seule forme d'expression des citoyens(nes). Il fait peur parce que l'on a peur de perdre, si on le critique trop, ce système qui, sans être parfait, vaut mille fois mieux que les autres systèmes dans lesquels les individus

n'ont aucune liberté d'expression. Il fait peur au citoyen(ne) conscient(e) qui se rend compte qu'une telle dérive ne peut durer éternellement, qu'une désaffection citoyenne apparaît et qu'il va falloir «faire quelque chose», que cela ne peut perdurer.

L'élection *contre* la citoyenneté

La situation est telle, dans ce que l'on appelle communément les «démocraties modernes» (?), que le débat citoyen est totalement confisqué, nous l'avons vu, par les partis politiques. Dès lors, le «débat», ou ce qui en tient lieu, est cadré et les futurs représentants officiels du peuple, désignés par des bureaucraties partisans, véritables institutions de promotion sociale pour leurs membres. L'élection, qui est au bout de ce processus, n'est plus l'aboutissement d'un réel débat entre citoyens, que les moyens modernes de communication permettraient largement et efficacement, mais le moyen «démocratique» d'entériner les décisions de ces bureaucraties.

On comprend donc que l'élection, pas dans son principe, mais dans sa réalité actuelle, est une *opération stérile*. Elle est préparée par des appareils qui veillent à ce que rien ne bouge, rien ne change, que se répètent les mêmes processus de gestion du système et que se succèdent au Pouvoir des individus interchangeables, gardiens d'un ordre présenté comme immuable au simple citoyen.

C'est dans ce contexte que doit être apprécié le soi-disant respect de l'*opinion individuelle*. On assiste en fait à l'isolement total et parfait du citoyen. Le citoyen, dans une démocratie représentative, dans le système électoral classique, n'est pas un *être social*, il est un *individu solitaire, isolé*, face à lui-même. Il est procédé à un véritable isolement de l'individu – le symbole en est l'isoloir – qui fonde le secret du vote présenté comme la quintessence politique de la liberté individuelle – assimilable parfaitement au secret de la confession –. Se développe ainsi une véritable *culture du secret*, voire *culte du secret*, qui ne concerne aucunement les hommes et femmes politiques, mais qui enferme curieusement les autres citoyens. Pour les uns, la lumière de la révélation et de la déclaration, pour les autres, le secret et la solitude de la décision.

Ce n'est pas le caractère secret du scrutin qui pose problème (quoique dans un système démocratique, cette notion du secret mérite

réflexion : le système est-il démocratique parce qu'il garantit le secret du vote, ou est-ce que c'est le fait que le vote soit secret qui rend le système démocratique ?). Ce qui pose problème, c'est le contexte général du fonctionnement de la politique qui applique ce principe du secret, qui donne à la pratique de ce secret une dimension particulière.

L'isolement du citoyen est le principe fondamental de la démocratie marchande. Ceci tient, une fois encore, à la *philosophie des Lumières* qui a été le moule de son idéologie. La reconnaissance de l'Homme, en tant qu'entité autonome, indépendante, a été et reste, c'est incontestable, la garantie de la reconnaissance de la liberté individuelle et à ce titre ne doit pas être remise en question. C'est par contre, le contexte social, la spécificité des rapports sociaux marchands qui donne à cette conception un sens profondément négatif et anti-social. L'idée du *contrat*, qui met en présence des volontés libres et indépendantes, a été à l'origine de types de relations sociales qui privilégient la volonté individuelle... et a donné, dans le cadre marchand, le *contrat de travail*, le *contrat salarial*, qui est, sous une apparence d'équité, fondamentalement inégalitaire (**).

Une telle conception correspond tout à fait aux exigences de l'existence de l'économie de marché et plus particulièrement du rapport salarial. Ainsi conception philosophique et exigences économiques se rejoignent. Ainsi la reconnaissance de l'individualité de l'Homme, qui n'est en soi pas contestable, devient, dans un contexte économico-social particulier, la *justification morale et politique* de son isolement. Cet absurde isolement de l'Homme, *être social*, au nom de la défense de sa liberté individuelle, a bien évidemment engendré des conflits. En effet, toute action et reconnaissance collective, dans le domaine du travail par exemple, ont dû être conquises par la lutte. Par exemple, le contrat de travail est individuel, mais la revendication salariale est très vite devenue collective.

On comprend dès lors que la démocratie marchande exige, dans l'expression de la citoyenneté, des *êtres isolés*, sans liens véritables avec leurs semblables. Et c'est là que nous avons les racines de l'*individualisme* qui empoisonne la véritable citoyenneté. Bien évidemment les choses ne sont jamais présentées de la sorte. Elles sont enveloppées dans un discours idéologique qui met en avant les seuls aspects formellement positifs : liberté individuelle, liberté du travail, liberté de choix, liberté de conscience... bref, des concepts qui sont *déconnectés de la réalité sociale*. Par exemple, dans un conflit du travail, on oppose la liberté du travail (individuel) au droit de grève (collectif) ; en

matière de consommation, on oppose la liberté de choix du consommateur (individuel) à l'action contre la «mal bouffe» (collectif) ; en matière de conscience, on oppose la liberté d'opinion (individuelle) au débat réellement politique (collectif)...

Cette gestion morale, philosophique, bref politique des rapports entre *individuel* et *collectif*, base de toute réflexion sur la vie en société, est conçue exclusivement, d'où conflits, dans le cadre des intérêts des rapports marchands.

L'élection est conçue sur le même modèle, elle privilégie l'individuel au détriment du collectif. La *démocratie marchande*, qui entend défendre la liberté de penser, se méfie tout de même des débats qui se déroulent en dehors de son contrôle, mais elle accepte que les moyens de communication soient livrés aux lois du marché et aux puissances financières. Elle prétend défendre la liberté de choix, alors qu'elle entretient un système médiatico-financier qui favorise toujours les mêmes acteurs. Sans parler des pratiques répressives, anti-associatives et anti-syndicales menées par des services spécialisés pour limiter l'expression des citoyens (polices, barbouzes, voire armée), le tout en toute discrétion (*sauver avant tout les apparences* !).

Ainsi, l'élection est dominée par le culte du secret. Celui-ci dépolitise le citoyen, le rend honteux de son opinion, voire, dans certain cas, permet l'existence d'une suspicion de la part des autres. Le citoyen est dépouillé de ce qui fait justement la qualité du citoyen, la clarté et le courage de son opinion : assumer publiquement, en individu libre parmi des individus libres, participant à la vie d'une collectivité.

L'argument qui se veut déterminant, fourni par les adeptes du secret, est que celui-ci permet d'éviter les pressions morales, voire physiques, qui ne manqueraient pas de s'exercer sur l'électeur. Argument parfaitement convainquant quand on observe le matraquage médiatico-publicitaire qui harcèle l'électeur avant le scrutin, quand on observe le trafic des voix contre promesses d'emplois ou d'appartements auxquels se livrent les plus hauts personnages de l'État.

L'illusion électorale, *reflet déformé* à la réalité de la vie

L'expression démocratique, au travers de l'élection, n'est donc pas aussi démocratique qu'il y paraît. L'élection fabrique une

représentation, une délégation du pouvoir populaire à partir d'ingrédients plus que suspects. On assiste, en fait, à une manipulation qui consiste à *individualiser le rapport social*. Qui consiste à faire que l'*être social* qui constitue tout individu peut, et doit, se concevoir au moment de l'expression politique, comme *détaché* de la réalité sociale, c'est à dire des rapports sociaux dans lesquels il existe. Autrement dit, l'expression politique de l'individu est une coquille vide dans laquelle on peut mettre tout et n'importe quoi.

Cette manipulation prend sa source dans le comportement social qu'induit la démocratie marchande. Par exemple : Il y a des lieux où l'on *ne doit pas faire de politique* : l'Entreprise, l'École, l'Université, le palais de Justice, de manière générale les *lieux de travail*. Ou de représentation implicite de la réalité sociale. Or, ce sont justement ces lieux qui façonnent, qui construisent, qui déterminent l'individu. Ce sont justement ces lieux qui sont l'expression la plus concrète des rapports sociaux, c'est à dire de la réalité sociale dans laquelle nous vivons. D'ailleurs, si nous y réfléchissons bien, il n'y a pas de *lieu social* où l'on peut évoquer les problèmes politiques. Ou bien alors, ces lieux sont totalement artificiels, prédéterminés, contrôlés par les partis politiques, le parlement, voire inaccessibles et totalement verrouillés au citoyen lambda : les médias.

L'utilisation des médias, outre qu'ils sont, pour une bonne part, entre les mains de personnes qui ont tout intérêt à ce que rien ne change, n'est absolument pas faite pour favoriser un *échange citoyen*. L'information, sélectionnée, brute, si elle peut apporter des recettes publicitaires, est soumise aux lois de l'audimat (version médiatique de la rentabilité) bien plus qu'au souci d'informer réellement le citoyen. Elle lui est livrée chez lui, à domicile, là où va se former souvent son opinion en fonction de ce qu'il verra sur son écran de télévision... encore une fois l'isolement, l'individuel. De telle sorte que la pression de la multitude, toujours dangereuse, est remplacée par la pression des médias, toujours plus contrôlable, et bien moins subversive.

Cette manipulation aboutit à un véritable *conditionnement politique*, qui nous fait intégrer, comme logique et naturel le fait qu'il y ai des lieux interdits et les lieux de tolérance de la réflexion politique. Ce découpage, cette division artificielle du champ de l'expression politique aboutit à un véritable *autisme citoyen* dont la seule échappatoire est la participation au scrutin qui prend alors une dimension mythique.

On pourrait imaginer qu'à force de «décitoyenniser» l'individu, la démocratie marchande finisse par se passer purement et simplement de lui. Or c'est justement le contraire qui se produit : elle a besoin, pour exister, pour donner l'illusion de l'ouverture et de la défense des valeurs qu'elle proclame, de la *participation symbolique du citoyen*. Et quoi de plus fort et symbolique que le déplacement volontaire, dans le bureau de vote, le choix du candidat, le passage dans l'isoloir et le bruit, sec et solennel de l'urne qui referme son ouverture sur la précieuse enveloppe, à la fois vierge et porteuse, en son sein, de l'expression du pouvoir citoyen ? La mystification est alors à son apogée : le (la) citoyen(ne) est absolument sûr(e) de détenir un pouvoir qu'il (elle) exerce par un choix absolument libre qui lui permet l'ouverture à tous les changements. L'Histoire nous démontre qu'il ne s'agit en fait que d'une illusion.

La pire des catastrophes pour ce système est que cet «autisme sous contrôle» ne devienne une abstention, passive ou active. Dans ce cas, la mystification tombe, le système est nu. Son symbole, qui en constituait la seule et unique pièce d'habillement idéologique ne joue plus son rôle de donner une illusion de démocratie à un système qui ne l'est pas.

Tout est alors possible, et peut devenir le pire pour le système : le citoyen reprend sa liberté, sa véritable dimension d'*être social*. Il va alors essayer de trouver un autre mode d'expression, une autre manière d'être *sujet de son histoire*, et non plus pantin manipulé par des «professionnels» de la politique. Il va spontanément retrouver les lieux qui le fait *être social* : la rue et son lieu de travail. On comprend pourquoi la classe politique a si peur de la rue, lieu pourtant où s'est faite et où se fait l'Histoire. On comprend pourquoi la classe politique dépense tant d'énergie pour enrayer ce spectre de l'abstention. Il y va de la justification de sa survie, pour elle et pour le système qu'elle gère et qui la fait vivre.

Malgré une nette prise de conscience du caractère manipulateur et accessoire de l'élection, la démocratie marchande peut encore compter sur le mythe de l'élection. Le citoyen, dans sa grande frustration politique, a encore besoin de cette prothèse qu'est l'élection, de cette «conquête», pour se donner encore l'impression de jouer un rôle dans les décisions qui se prennent et qui le concernent... pour avoir l'impression d'exister en tant que citoyen. Le devoir de vote, érigé en impératif moral catégorique, constitue encore un point nodal du catéchisme civique.

Peut-on avoir *confiance* en l'él(u)e ?

Tout dépend, évidemment, de ce que l'on attend. S'il s'agit de petits avantages personnels, il est probable que le candidat qui fait la promesse, fera en sorte que l'él(u) l'honore, ne serait ce que pour renforcer sa crédibilité auprès de «son» électorat : «*Si vous avez un problème, venez me voir, on arrangera ça*» S'il s'agit d'une revendication politique de changement important, voire radical, l'électeur en sera pour ses frais : «*Çà, c'est une affaire qui me dépasse. Faut être réaliste. Nous sommes soumis à un contexte international...*»

Logiquement, l'él(u)e est forcément suspect(e). Certes à priori, pas en tant qu'individu, mais par rapport à la *place qu'il occupe*, quant à sa *fonction*, dans le dispositif politique.

L'él(u) est l'incarnation de la mystification de la citoyenneté dans le système marchand. Aussi honnête, aussi dévoué (et ce n'est pas le cas de tous) qu'il soit, ses limites sont celles du système que finalement il sert et dont parfois, souvent, il se sert. Fondamentalement, il y a des limites que l'él(u) ne peut pas franchir. Il a des contraintes qui s'imposent à lui, et qu'il accepte, celles du système marchand.

Le rapport entre l'él(u) et le citoyen est parfaitement malsain, basé sur un «équilibre de la terreur», la peur d'être battu pour l'un et sa méfiance quant au choix de l'électeur, la peur que les promesses ne soient pas tenues pour l'autre. Le donnant-donnant qui se joue entre ces deux acteurs est une partie de pocker-menteur, surtout de la part du candidat qui est prêt à tout promettre pour être élu, sachant que lorsqu'il sera élu, la partie sera gagnée pour lui. Une fois élu il devient quasiment intouchable. Sa légitimité le met paradoxalement à l'abri de toute contestation. Il n'aura de compte à rendre qu'à l'élection suivante, et l'on sait que les conditions de déroulement de l'élection, la pression politique des partis, le conditionnement qu'ils exercent au travers des médias, la personnalisation du candidat et l'isolement du citoyen, faussent totalement l'appréciation que l'on peut apporter sur un «bilan» de mandat.

Les marges de manœuvre dont dispose, ou disposera l'él(u) ne sont jamais exprimées en tant que telles. Les exprimer c'est aborder le terrain éminemment dangereux des contraintes imposées par le système marchand. L'électeur ne choisit ni en connaissance de cause, ni en connaissance réelle des enjeux. Soit il fait confiance au discours du candidat, soit il s'attache à des considérations qui n'ont rien de politique : le look,

la situation sociale, familiale, patrimoniale, voire la pratique sexuelle. Si l'élu ne donne pas satisfaction au citoyen, c'est que, soit il n'en a pas l'intention, pour des raisons politiques, soit ce n'est pas en son pouvoir... ce qui peut paraître curieux de la part d'un représentant du peuple. Il peut aussi trouver d'autres justifications : «*la conjoncture, était défavorable*», «*on lui a mis des batons dans les roues*», «*on ne l'a pas écouté, alors que les circonstances lui ont donné raison*», etc. La similitude des programmes, entre les «principaux» candidats présentés comme les «seuls candidats sérieux et crédibles», relativise d'ailleurs largement la critique que l'on peut faire à l'égard de l'un d'entre eux : «*De toute manière ils se valent tous, alors que ce soit l'un ou l'autre, ça n'a aucune espèce d'importance*», entérinant ainsi la démission de l'électeur en sa qualité de citoyen.

Cette *démission citoyenne* surdétermine en fait le choix sélectif qui met en avant les «principaux candidats» (un de droite et un de gauche, et qui correspondent aux intérêts du système) et rejette dans l'ombre les autres, les candidats dits «secondaires» (qui ne représentent aucun intérêt pour le système, voire sont un danger pour lui, du moins conjoncturellement) qui n'ont finalement, au terme de cette logique, aucune chance d'être élus. «*Bof, ils n'ont aucune chance, au moins voter utile*». La peur, plus du vide que du changement, aboutit à une reproduction perpétuelle d'une alternance qui reproduit l'état antérieur en donnant l'impression d'un changement : «*Il faut bien qu'il y ait un élu*».

Un tel processus aboutit inévitablement au *clientélisme politique*. Ce n'est plus le politique qui est en jeu, mais simplement un *rapport utilitaire* entre le candidat qui veut être élu et l'électeur qui souhaite, pour lui, pour sa famille, pour son patrimoine, pour ses affaires, pour sa paix quotidienne, pour son confort moral... obtenir satisfaction. On assiste à un *repliement sur le domestique* qui se substitue au politique. Le rapport électeur-candidat est devenu individuel, et donc *apolitique*, c'est à dire un rapport qui n'a plus rien à voir avec le politique tel que nous le définissons.

Le contact candidat-électeur n'est pas d'essence politique, il joue sur la peur («*c'est moi ou le chaos*»), l'affect («*j'ai toujours été auprès de vous*», sous-entendu, l'autre vous ignore), le désir («*vous pouvez me demander ce que vous voulez*», sous-entendu, pas à l'autre), le fantasme, («*il a un comportement pas clair*», sous-entendu, moi oui) la morale personnelle («*je suis honnête moi Monsieur*» sous-entendu,

l'autre ne l'est pas, ou ne l'est peut-être pas). Pour un individu isolé «décitoyennisé», un tel comportement est extrêmement important, efficace au moment de l'élection. Il constitue le seul moteur de la motivation et de l'expression qui se veut citoyenne, mais qui ne l'est plus.

Dans la problématique politique actuelle, la *vigilance citoyenne* est vécue par l'élu comme une *suspicion* son l'égard, à l'égard du pouvoir, alors qu'elle constitue l'*essence* même, un des fondements de la citoyenneté et du politique. Demander des comptes, en cours de mandat à un élu, c'est rompre le contrat implicite, personnel, qui le lie au citoyen. C'est comme demander à voir régulièrement dans le portemonnaie d'un ami à qui l'on a prêté de l'argent pour savoir s'il pourra nous rembourser un jour.

Du rôle de la *conviction* dans le choix

Même si la «décitoyennisation» aboutit à une individualisation, réelle ou symbolique, du rapport entre le candidat/l'élu et le citoyen, pour une partie de l'électorat ce processus n'est pas total, et les *convictions politiques* jouent, tout de même, un rôle dans le choix électoral qui est effectué.

Hormis les personnes qui ont un intérêt direct au résultat de l'élection, le comportement de l'électeur qui *a des convictions* n'échappe pas, dans la logique actuelle du fonctionnement du système politique, à une sorte de réflexe qui tient plus de la «foi du charbonnier», ou de l'habitude, que de l'intelligence et de l'analyse de la situation.

Dans la plupart de ces cas, le fondement de la conviction est très en deçà de la démarche citoyenne. Des déclarations aussi péremptoires que : «*J'ai toujours voté à gauche/à droite, je voterai toujours à gauche/à droite*», si elles expriment effectivement un choix, sont tout de même limitées, empreintes des stigmates de l'*habitude* et déterminées par le système qui crée, et entretient, cette fausse différence droite/gauche.

L'habitude du vote, sa *constance*, n'éliminent pas fondamentalement la mystification de la manière dont les termes du choix sont posés. Cette constance, vécue par l'électeur comme une *fidélité* à des idées, et dont il est fier, est bien évidemment entretenue, cultivée par le personnel politique qui se constitue ainsi un véritable *fonds de commerce électoral*. Il dira d'ailleurs «*mes électeurs traditionnels*», «*mon électorat*» ;

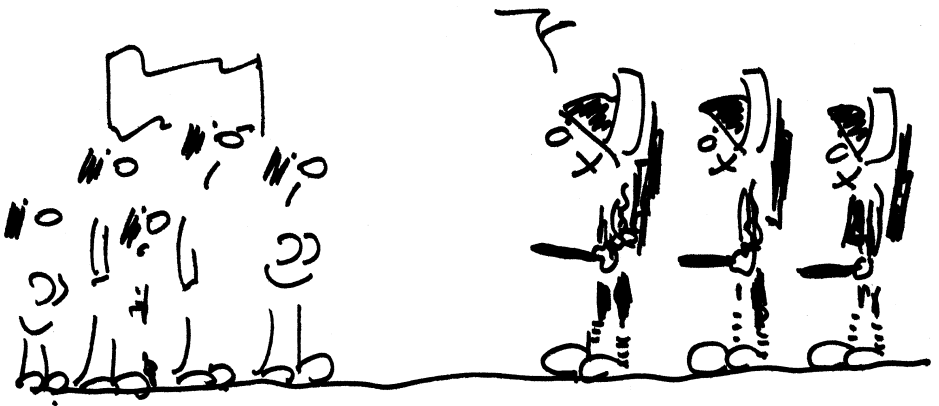
électorat auquel il n'hésitera pas à donner des consignes de vote, en cas de désistement... comme si les voix lui appartenait (?).

Si de plus nous avons une affirmation du type «*Chez moi on a toujours voté à gauche/droite*», et sous-entendu, je respecte ce choix et le reproduis, alors on n'a plus affaire à une véritable décision, mais à un choix guidé par un réflexe conditionné, ou affectif, dont la réflexion est totalement absente. Sans parler de l'affirmation «*Chez moi on vote à gauche/à droite..., donc je vote à droite/à gauche*» qui procède fondamentalement du même mécanisme que précédemment, mais en l'inversant, et ce pour des raisons parfaitement étrangères au politique.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que le statu quo de *non changement*, de reproduction des situations identiques, du fait de l'alternance stérile droite-gauche, entraîne une fixation obsessionnelle des choix : la partie adverse ne donnant pas satisfaction, et pour cause, on est d'autant plus convaincu que c'est son propre camp qui peut répondre à ses convictions. Et, comble de cynisme de la part de la classe politique, cette situation, totalement stérile et bloquée, est qualifiée de «*sagesse populaire basée sur une fidélité à des valeurs*».

Ainsi se structure un électorat, relativement stable dans le temps, sur lequel peuvent jouer les bureaucraties politiques pour promouvoir leurs membres au Pouvoir et faire qu'il n'y ai jamais aucun changement.

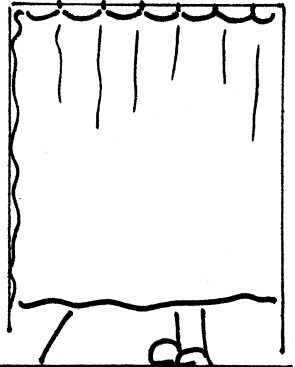
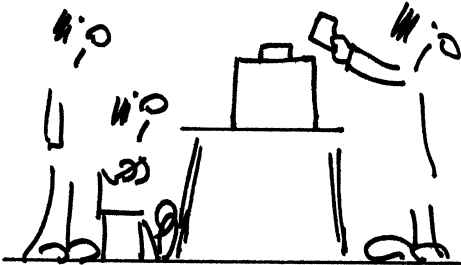
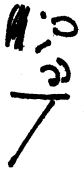
Nous sommes là pour défendre
la Démocratie, ... pour éviter
que quelqu'un l'utilise....



Changement, quel changement ?

*Lâcher sur l'accessoire, pour sauver l'essentiel,
Tel est le grand crédo des élus au pouvoir
Autoriser le peuple à vider tout son fiel
Permettra à coup sûr d'éviter le Grand Soir.*

Je ne pense pas qu'il ai
compris le rôle de
l'isoloir!



Slogans politiques habituels et régulièrement réactualisés : «*La Nouvelle Société*», «*Changer la Vie*», «*Pour une Démocratie Nouvelle*», «*Vivre et Travailler Autrement*», «*Le Changement dans la Continuité*», «*Pour une nouvelle politique*», «*Un autre monde est possible*»...

Quel homme/femme politique n'a pas proposé, propose ou proposera le *changement* ? Tous, sans exception. Même celles et ceux qui ont eu le pouvoir pendant des années, au moment de risquer de le perdre, lors d'un scrutin, n'hésitent pas, avec le plus grand des sérieux, à critiquer le passé (le passé c'est toujours les autres) et à s'engager à construire l'avenir (l'avenir, c'est soi). Tout sera évidemment mieux lorsqu'ils seront élus ou réélus. Même celles et ceux qui ne veulent rien changer.

Même les «conservateurs» sont pour le changement... c'est dire !

Le plus extraordinaire c'est que cette farce grossière marche chaque fois.

Mais c'est que le *changement* est un argument électoralement payant !

Le terme de *changement* est un de ces termes passe-partout, dont est particulièrement friand le discours politique. Il évoque ce qui n'est pas, ce qui pourrait être, et ce qui ne sera plus... et tout cela à peu de frais. Le changement est à la logorrhée politique ce que le rêve est à la vie.

Le *changement dans la continuité*, ce slogan, ce «programme» est un résumé fulgurant de la problématique que pose la démocratie marchande en matière d'évolution de la société. Ce mot d'ordre, qui est un pur délice de démagogie politique, un bijou de non sens, correspond cependant à la double logique qui est celle du discours politique : il

intègre à la fois, le désir de changement des citoyens face à des situations inadmissibles ou intolérables et la volonté de la classe politique de ne rien toucher d'essentiel au système tout en donnant l'impression de faire quelque chose.

Mais, au fait, qu'est-ce que le *changement* ?

On peut supposer que *changer* c'est faire *autrement*. Mais faire quoi autrement et surtout *pourquoi* et *comment* ?

Comment se pose le problème du changement ?

Vouloir changer procède d'un constat simple : *on est insatisfait de la situation présente et l'on souhaite autre chose*. Par exemple : la couverture sociale n'est pas suffisante, on en veut une autre. Ou bien, il y a trop de chômage, on veut que soient créés des emplois. Ou bien encore, il y a de la délinquance, on veut la faire cesser.

Dans un système de démocratie représentative, le futur élu, s'il veut avoir une chance d'obtenir des suffrages, ne peut ignorer ce désir de changement.

Procéder à un changement ne peut se faire qu'en modifiant, en changeant, en transformant la situation présente, et c'est précisément là que les choses deviennent compliquées. En effet, si l'élu pouvait, par une simple décision, par le simple exercice du pouvoir, changer la situation, il est probable qu'il le ferait... ne serait-ce que pour être élu ou réélu. Or, et il le reconnaît lui même, il ne peut pas aussi facilement procéder au changement exigé par son électeur. Pourquoi ? Qu'est-ce qui peut bien entraver l'action d'un individu qui est investi de la volonté du peuple ? Quelle puissance supérieure à cette volonté s'oppose aussi efficacement à son action ? Là est certainement le noeud du problème.

La réponse est d'une effrayante évidence et simplicité : il s'agit du système économique dans lequel nous vivons. Exemple : *le chômage est trop important, il faut créer des emplois !* La réponse pourrait être : *on va embaucher dans les entreprises jusqu'à ce que l'on ait le plein emploi*. Réponse simple, logique et efficace. Mais solution impossible à mettre en place. Pourquoi ? Parce que nous sommes dans un système économique dont le principe de fonctionnement est la valorisation du capital, et donc la rentabilisation des moyens de la production, dont fait partie la force de travail salariée (*). *Si l'on agit*

dans le cadre de ce système, il est évident qu'adopter une telle solution est *impossible*. Or, c'est dans ce cadre là, et exclusivement dans celui là, qu'agit l'élu. Ce qui fait qu'avec toute la volonté du monde et ceint de son écharpe symbolisant sa légitimité populaire, il est parfaitement impuissant à changer quoi que ce soit... même s'il le voulait.

Il n'y a jamais *changement* au fond, parce que toute la problématique du changement se situe dans le cadre, étroit et déterminant, d'un système économique marchand, qui impose ses lois, ses règles. Ainsi, le seul changement envisageable ne peut être qu'un *aménagement superficiel*, de façade, jamais un changement fondamental, radical, qui permette une résolution définitive ou radicale du problème posé. Reprenons l'exemple du chômage : le seul changement envisageable ne peut porter que sur les *conséquences* du fonctionnement marchand des entreprises. Vont être prises des décisions de financement d'emplois par l'État, de création d'emplois à statuts précaires, de mesures fiscales incitatives à l'intention des entreprises pour l'embauche. Ces mesures ne sont certes pas sans effet, mais celui ci est limité. Elles ne règlent absolument pas le problème qui se pose de manière récurrente et se reposera inéluctablement dans l'avenir.

Pourquoi donc ne pas s'en prendre aux *causes véritables* ?

Cette question nous renvoie à la fonction de l'État.

La fonction, la mission de l'État n'est pas de remettre en question les principes essentiels du système qu'il préside, au contraire il est le garant du bon fonctionnement de celui-ci (*). Pour cela, il dispose du pouvoir qu'il exerce au travers de politiques économiques. Celles-ci sont le résultat des évaluations, des appréciations, des diagnostics opérés par celles et ceux qui constituent le personnel politique. Ces politiques ont pour but, à la fois de permettre un plein fonctionnement du système marchand (croissance, concurrence, rentabilité...) et une réduction des conflits (sociaux en particulier), qui peuvent naître du fonctionnement de ce système. D'ailleurs, ce que l'on appelle la *haute administration*, c'est à dire les *techniciens de l'État*, en particulier les membres des ministères, restent en place et fonctionnent suivant les mêmes méthodes et objectifs, parfois en parfaite autonomie, par rapport aux politiques, suivant les mêmes règles et principes lorsqu'il y a un changement de personnel politique.

On est donc bien loin des bouleversements annoncés les soirs d'élections, lorsque les *majorités changent*. Le décorum de l'élection, et le spectacle de la proclamation des résultats, n'ont pour seul et unique

but que de faire croire aux citoyens que l'on entre dans ce fameux changement, dans des temps nouveaux... ceci est tellement vrai que quelques temps après l'élection, tout un chacun peut faire le constat que... rien n'a changé... et pour cause !

Toutes les organisations politiques susceptibles d'être au pouvoir jouent cette comédie. Et cette comédie se reproduit quelle que soit l'élection, locale ou nationale. Et la mystification fonctionne chaque fois... Peut-être de moins en moins, heureusement, pour les plus vigilants(es) et les plus conscients(es) des citoyens(es).

Pourquoi en est-il ainsi ? Pour une double raison : il n'est absolument pas question de bouleverser les règles de fonctionnement du système marchand. Mais il faut donner l'impression que ce système *peut* assurer le *bonheur du peuple*, et que le désir de changement est pris en compte. Certains politiciens, (peu) le croient, d'autres, (la plupart), feignent de le croire, mais leurs intérêts, et leurs convictions, du caractère indépassable du système marchand, les empêchent de rendre compte de la réalité.

Le caractère indépassable de l'économie de marché est aujourd'hui, pour la quasi totalité de la classe politique, un fait acquis... Il ne s'agit plus, pour eux, de faire l'Histoire. Elle est pour eux «terminée». Il s'agit d'y *trouver sa place*. Il ne s'agit, plus simplement, que de gérer au mieux un système. Envisager quelques améliorations, voire répondre à une opinion publique inquiète des dérives de celui-ci... les experts sont là pour expliquer qu'il n'y aura pas de catastrophe, les psychologues pour tenter de soigner quand elle s'est produite et, accessoirement, les religieux pour bénir, parfois contre leurs convictions, les victimes.

Il n'y a plus de *penseurs*. Il n'y a que des *gestionnaires*. Il n'y a plus de valeurs, sauf quelques unes que l'on sort de la naphthaline quand le besoin s'en fait sentir. Il n'y a que les contraintes d'un système qui auront le dernier mot sur toutes les éventuelles hésitations. Le politicien ne pense plus la société dans sa globalité, c'est à dire en posant la question fondamentale qui devrait être centrale : *la place de l'être humain dans la société*, ou quand il le dit, il fait exactement le contraire. «Réalité oblige» se justifie-t-il.

Le changement n'est jamais conçu *qualitativement*, mais exclusivement *quantitativement*, c'est à dire jamais en termes de *changement des rapports sociaux*, mais toujours en termes d'amélioration quantitative, dans le cadre des rapports sociaux existants. Le politique

en est ainsi réduit à sa part la plus vulgaire, la politique.

C'est cette mixture frelatée qui est servie au citoyen à qui on explique qu'il n'y a que ça à avaler et que, s'il veut continuer à vivre, il a intérêt à passer à table sans discuter.

Le personnel, qui est à la tête de l'État, n'est pas n'importe qui. Il est convaincu que le système marchand constitue le système le mieux élaboré de l'organisation sociale. Les écoles dans lesquelles il est passé lui ont asséné cette vérité. Il est donc exclu, pour lui, de le remettre en question. Il doit au contraire, le gérer et l'améliorer, faire en sorte qu'il se reproduise le plus harmonieusement du monde, en aplanissant les contradictions, qu'il ne considère que comme des dys-fonctionnements conjoncturels et relatifs.

De l'intérêt général et de celui du système marchand

Les deux se confondent dans le discours politique.

La notion d'*intérêt général* est une de ces notions les plus floues et donc les plus ambiguës que l'on puisse trouver dans le discours économique et politique. La référence à une telle notion peut tout justifier. Et l'Histoire n'est pas avare d'exemples où l'intérêt général a justifié les crimes et exactions. Aujourd'hui l'État entretient parfaitement cette ambiguïté. En effet, l'*intérêt général* se confond, dans la plupart des discours politiques, avec l'*intérêt du système marchand*. Ce qui est bon pour le système marchand est forcément bon pour l'ensemble de la collectivité. De même que ce qui était bon pour le roi l'était pour l'ensemble de ses sujets.

Prenons les cas du *service public*, domaine emblématique, s'il en est, en matière d'intérêt général. C'est souvent au nom de l'intérêt général qui ont été instaurées, à différentes époques, des entreprises de service public. Entreprises privilégiant la production du service plutôt que la rentabilité de cette même production. Quelques années plus tard, souvent les mêmes politiciens, nous démontrent que c'est au nom de l'intérêt des consommateurs (alors que c'était au nom des consommateurs que l'on avait créé les services publics) que l'on supprime ces entreprises, qui seront démantelées et mises en situation concurrentielle. Autrement dit, au nom d'un concept considéré comme fondamental, on peut dire, et faire, tout et son contraire. On peut

étendre ce raisonnement à presque tous les domaines de l'activité économique : agriculture, santé, protection sociale, retraites, formation, etc. La droite, comme la gauche, participent à cette mystification.

Ainsi, la notion d'*intérêt général* s'identifie doucement, subrepticement, dans le discours politique, et dans l'inconscient collectif, à l'ensemble du système marchand. L'intérêt général s'identifie aux *intérêts de ce système*, qui constituent la seule référence, la seule réalité acceptable, la seule réalité sur laquelle on peut, certes, agir, mais sans en remettre en question les fondements, les règles de fonctionnement. Le discours politique alimente cet inconscient qui, en retour, détermine le discours politique. On dit au citoyen ce qu'il souhaite entendre, ce qui le sécurise. Et celui-ci entend d'autant plus facilement ce qui le sécurise et le conforte dans ses certitudes, au détriment bien entendu d'une compréhension de la réalité objective d'un système qui l'instrumentalise et verrouille ainsi toute possibilité de son dépassement.

Le *domaine du possible*, dans la démocratie de marché, est limité aux exigences du marché. C'est lui qui «encadre» ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Est possible, tout ce qui est compatible avec les principes de la valorisation du capital, et, bien entendu, est impossible à réaliser, ce qui va à son encontre.

La *détermination du possible* n'est cependant pas fixée de manière absolue dans le temps. Elle est fonction des contingences sociales qui «pèsent» sur le fonctionnement du système marchand. Il s'agit de «composer» pour éviter que les contradictions du système engendrent des conflits qui pourraient le remettre en question. A cet effet, des mesures sociales et/ou économiques peuvent, et parfois doivent, être prises, *apparemment*, dans un sens contraire aux exigences de la valorisation du capital, c'est à dire aux lois fondamentales du fonctionnement du système. Par exemple, à la suite d'une crise économique et/ou sociale, on peut procéder à la nationalisation d'une partie du capital, procéder à une augmentation massive des revenus...). C'est ce qui constitue dans le langage de la classe politique, et plus particulièrement de la partie qui se considère comme progressiste, des *conquêtes* au moment où on les obtient, et des *acquis* lorsqu'on décide qu'elles ne seront plus remises en question.

L'Histoire nous montre en fait que ces *acquis* sont tout à fait *relatifs*. Ces conquêtes ne sont *jamais définitivement acquises* et peuvent à tout moment, à l'occasion d'un relâchement de la conscience citoyenne, être largement amendées voire radicalement remises en question

lorsque les intérêts du système l'exigent, ou qu'il est incapable d'en assurer l'existence : dénationalisation/privatisation, marchandisation des systèmes de protection sociale, des retraites, de la santé...

Ce «*changement*» conjonctuel et souvent circonstancié, joue un rôle important dans la mystification développée par le système : il donne l'illusion du *changement*. C'est dans cette problématique que doivent être entendues des déclarations aussi pleines d'espoir que vides de sens : «*Changer la vie*», «*Construire un nouvel avenir*»... déclamées par une classe politique qui fait de mesures limitées et historiquement éphémères, une porte entre ouverte sur des «lendemain qui doivent chanter», mais qui souvent déchantent.

Ces promesses de conquêtes font jouer à plein l'*illusion* lorsqu'elles constituent l'essentiel du discours qui meuble les campagnes électorales. C'est la répétition perpétuelle de ces slogans, qui dans un autre contexte pourraient constituer un «comique de répétition», qui fait, à terme, perdre tout crédit au discours politique.

La boucle est ainsi bouclée. La confusion, l'identification, entre intérêt général et système marchand est complète. Le risque de voir remettre en question le système est écarté. Désormais la réflexion sur le changement ne peut se faire *que* dans le cadre de ce système. La porte est ouverte pour les aménagements, les réformes, les transformations, qui auront pour objectif de *rendre supportables* les conséquences du fonctionnement du système. L'*essentiel* aura été préservé. On va jeter au citoyen l'os de l'*accessoire* pour qu'il se fasse les dents et cesse de grogner.

Du rôle de la *modernité* dans la mystification politique

Tout est moderne... ou tout doit l'être. La politique n'échappe surtout pas à cette mode, il y va de sa crédibilité auprès des citoyens. Pourtant, on investit la modernité de choses qu'elle n'a pas.

La *modernité* est un avantageux substitut au vrai changement, en ce sens qu'elle permet de faire croire et accepter, sous couvert d'un soi disant progrès, qui peut-être matériel, une situation qui, dans les apparences, change, mais conserve concrètement le principe de base.

La modernité, c'est la *mode d'un moment*. C'est un style que se donne

le système. C'est le vernis qui recouvre, dans le discours politique, une réalité économique et sociale que l'on veut présenter sous ses apparences les plus séduisantes. Elle fait partie intégrale de la logique de manipulation dont nous avons parlé.

La modernité constitue un *argument idéologique*, c'est-à-dire que, dans le discours politique, elle apporte la touche séduisante, convaincante, celle de la nouveauté, du neuf. Elle permet de faire accepter, à une population qui aspire à du nouveau, une situation, en donnant l'illusion que ce qui se fait est différent du passé et utilise, ou est basée, sur ce qu'il y a de plus moderne en matière de procédures, de techniques et de conception.

La modernité a une *valeur en soi*, au contenu incontestablement positif, puisque nouveau, que l'on applique de manière magique à un objet, ici la politique, pour la faire accepter par le plus grand nombre. Ce qui est moderne, ne saurait être contestable, sinon c'est un retour en arrière.

Ainsi, la *modernisation de la politique*, que l'on retrouve dans les discours et déclarations, sous le vocable de «*démocratie moderne*», n'est qu'un subtil habillage de la *démocratie marchande*, à partir d'éléments à la mode. Par exemple : la notion de «*démocratie participative*» qui a «*enflammé*» le mouvement social, qui a fait nombre d'adeptes parmi celles et ceux qui veulent «*un autre monde*», et qui a manifestement frappé les esprits citoyens, a été récupérée par la classe politique, qui s'est livré à des déclarations et a singé les principes de la «*démocratie participative*», sans véritablement rien changer à sa pratique. Seule l'illusion comptait. Autre exemple : la confrontation, au cours d'un débat télévisé des «*deux principaux candidats*» à une élection, est quelque chose de moderne (?), alors que l'on sait pertinemment que ce débat est totalement stérile. Le (la) lecteur(trice) pourra multiplier les exemples de ce genre de pratique. Autre exemple : «*chômeur*» n'est pas un terme moderne, par contre «*demandeur d'emploi*» c'est déjà plus moderne (?), plus dynamique (sic) De même que «*bénéficiaire de plan social*» est plus moderne que «*licencié*»...

Ce mythe, qui consiste à faire croire que le progrès des techniques entraîne automatiquement le progrès social et politique (**), est la clé de voûte de tout le discours politique. Il remplace avantageusement, du moins jusqu'à aujourd'hui, le débat d'idées, et surtout, et là est l'essentiel, il évite le débat sur les vrais problèmes, ceux qui pourraient remettre en question le fondement du système. C'est un mythe qui

fonctionne parfaitement auprès d'un citoyen isolé, qui vit sa citoyenneté via l'écran de télévision. C'est aussi un mythe qui fonctionne parfaitement dans les «grandes messes politiques», ou l'affect, l'émotion, jouent plus que la réflexion, et qui accueillent des personnes déjà convaincues par ce qui va être dit.

Dire que la modernité est en crise est une évidence. La prise de conscience de la stérilité politique de l'alternance (droite/gauche), du vide démagogique du discours politique, sans parler de la corruption dévoilée d'une partie de la classe politique qui s'auto-amnistie, font que la magie de la modernité ne fonctionne plus, ou fonctionne de moins en moins. La progression de l'abstention volontaire et active en est le principal indicateur.

Nécessité de changement et/ou volonté de changement ?

Comment un tel mécanisme de manipulation peut-t-il d'abord s'établir, puis se reproduire avec une telle efficacité ? La clef du mystère réside, probablement, dans les prémisses politiques de tout système d'organisation sociale : la *légitimation du pouvoir*, et donc du système économique-social qui le sous-tend, puis l'*abandon*, par le citoyen, du pouvoir qu'il a délégué à ses élus.

C'est ici le grand mérite (dans l'intérêt du système en place) de l'*idéologie* que de présenter comme un ensemble cohérent, logique, naturel, le système économique et politique dans lequel nous vivons, dans lequel nous avons une place, dans lequel nous sommes nés et qui constitue notre univers humain, social et mental. Qui oserait remettre en question, sans être angoissé, inquiet, ce dans quoi il vit ? Oser remettre en question, avoir une démarche critique au regard de ce qui constitue son univers quotidien, demande un effort, une audace peu commune, et entraîne à courir des risques d'autant plus effrayants qu'ils sont inconnus. La peur du vide. Changer soit, mais pour mettre quoi à la place de ce que l'on connaît ?

S'il n'y a pas une nécessité vitale et urgente du changement, une situation insupportable (et encore !), de changer les règles du jeu, en règle générale, la pente naturelle de tout être est d'essayer d'améliorer sa situation à partir de ce qu'*il est*, de ce qu'*il a*, et avec *les moyens qui lui sont directement mis à disposition*. On peut donc comprendre que

la spontanéité du désir de changement, n'est pas aussi évidente qu'on pourrait le supposer. Hormis les profiteurs directs du système marchand, la masse de celles et ceux qui auraient intérêt au changement, ou pourraient s'en accommoder, n'incline pas spontanément vers une volonté et, à fortiori, une pratique de changement, du moins du changement radical.

Une telle situation s'explique, nous venons de le voir, par cette tendance qu'a l'être humain à hésiter face à l'incertitude du changement, du nouveau, mais aussi par, dans les pays développés en particulier, la comparaison inévitable entre notre situation et celle des régions beaucoup moins favorisées : «*C'est pas bien chez nous mais comparé aux autres on n'a pas à se plaindre*». Ce d'autant plus que l'idéologie du système marchand en rajoute : «*Plaignez-vous, regardez les autres dans quel état ils sont, vous voulez peut-être faire comme eux ?*» Même si la remarque est absurde, elle porte, d'autant plus qu'elle est martelée dans à peu près tous les discours, suggérée dans tous les reportages portant sur le sujet. L'argument ultime, et qui généralement emporte la décision, est celui de la peur de l'inconnu : «*Changer, d'accord, mais pour faire quoi ?*». Sans parler des «*D'autres on déjà essayé, on a vu ce que ça a donné !*» et du très fameux «*Ça toujours été comme ça, ce sera toujours comme ça !*» Ainsi soit-il !

Un facteur nouveau est pourtant intervenu ces dernières années : *le risque que représente ce système pour la survie sur la planète*. La *donne*, en termes politiques, et en termes citoyens, est radicalement nouvelle, dans sa formulation mais aussi dans la nécessaire implication de toutes et tous.

La *nécessité* du changement bouscule désormais la *volonté* de changement. Même si l'on ne *veut* pas, ou l'on ne *désire* pas, il va très certainement *falloir*. Les conséquences du fonctionnement du système marchand, en termes de dégradation de l'environnement, de gaspillage des richesses et d'inégalité de répartition des richesses, sont aujourd'hui concrètement dramatiques. Le problème est désormais publiquement posé et l'on ne peut pas dire que l'on ne sait pas. Ces conséquences hypothèquent, du moins pour l'environnement et probablement pour le gaspillage, les chances de survie sur la planète à moyen terme. La prise de conscience qui s'impose n'est plus simplement de l'ordre du *niveau de vie individuel*, mais carrément de la *survie collective* de l'espèce... et des espèces. Toutes les politiques, mesures, réformes, décisions, prises pour modérer et moduler le fonc-

tionnement destructeur du système marchand ont échoué. «*Prospective hasardeuse*» dira-t-on ; peut-être, mais au regard de ce qui s'est passé et de ce qui se passe, peut-on prendre le risque ?

L'argent comme reflet du «*changement*»

Dans le discours politique, le *changement*, véritable serpent de mer de la vie politique, est symbolisé par l'*argent*.

L'argent, sésame officiel du bonheur dans le système marchand, est la carotte qui fait marcher le citoyen : on promet de baisser les impôts, de contrôler les prix, de verser des subventions, d'amnistier les amendes, de compenser une perte, d'exonérer, de financer, d'indemniser... : la bonté, et donc la qualité de l'homme politique, d'abord en bonnes paroles apaisantes, puis en monnaie sonnante et rébuchante.

La contestation, la critique éthique et humaniste des effets pervers du système marchand sont contraintes de ne s'exprimer que dans les limites imposées par ce système, et c'est l'*argent* qui en constitue l'essence, la charité en étant la forme la plus élaborée. C'est l'argent qui calme l'angoisse du présent, en achetant l'avenir. Dans un système, où tout s'achète et tout se vend, on ne pouvait s'attendre à autre chose. Avenir et argent se confondent ainsi dans une alchimie aberrante qui transcende l'Homme en quête de changement, et en fait le serviteur zélé de ce qui l'opprime.

Ce recours, systématique et universel, à l'argent, permet, tout en donnant un vernis de rationalité à l'acte politique, au sens large, de donner une réponse à une question dont on a détourné le sens. Ainsi la forme-argent occulte, pour le plus grand bien du système marchand, l'objet même de la revendication ou de la demande. Ainsi, la classe politique, garante du système, s'*achète* la paix sociale, en donnant, au changement souhaité la forme qu'elle maîtrise le mieux, l'*argent*. Ainsi les contradictions du système s'estompent, provisoirement, absorbées par les reflets trompeurs de la monnaie. L'aspiration au changement est détournée, mystifiée, réduite à la forme la plus vulgaire que l'on puisse donner à la relation sociale : l'argent.

Solution éphémère, solution transitoire, solution qui n'en est pas une, l'argent piège le désir de changement, en transmutant le *qualitatif* en *quantitatif*. L'argent désamorce la marche de l'Histoire.

Raison d'État et citoyenneté sont-elles compatibles ?

*Personne n'est responsable des crimes de l'État
Perpétrés en nos noms, chacun de nous se tait
La conscience tranquille, on assiste au trépas
Des valeurs qui dit-on fondent la société.*

Il existe, même dans un système politique qui se déclare démocratique une *zone obscure* qui échappe au citoyen. Un domaine dans lequel se prennent des *décisions*, souvent contradictoires avec les valeurs démocratiques, en vue de la réalisation d'*objectifs* décrétés vitaux. Cette zone constitue un élément important de la conception de l'État, donc du pouvoir. C'est, entre autres, le domaine des services secrets, services spéciaux, dont l'organisation échappe, pour l'essentiel à la connaissance du simple citoyen. C'est le domaine où la suspicion est reine et le fantasme est roi pour celle ou celui, simple citoyen qui essaye de comprendre, de savoir. C'est le domaine où savoir fait prendre un risque au non initié. C'est un domaine où la discrétion couvre l'infinité des possibilités d'actions illégales et crapuleuses.

Ce n'est pas un hasard si la *raison d'État* est, sauf rares exceptions, vécue, considérée, comme opposée à la raison collective, ou citoyenne. Dans la raison d'État, il y a toujours un parfum de secret, de scandale, d'inavouable, d'arbitraire, de confiscation de quelque chose d'essentiel qui fonde, ou fonderait, la citoyenneté. La raison d'État est à rapprocher de la *raison du plus fort*, de celui qui, détenant la force, est prêt à l'utiliser et n'hésitera pas, dans certains cas à en abuser. L'État est toujours plus fort que le (les) citoyen(s), non pas parcequ'il est, soi-disant, leur représentant, mais justement, et paradoxalement, parcequ'il est l'État, le pouvoir. Même dans un État démocratique, la raison d'État se situe au dessus du citoyen, au dessus de la loi commune, avouant par là même, que la notion d'État démocratique est, sinon un leurre total, du moins d'une grande relativité.

La raison d'État est le lieu, dans l'espace du politique où se confon-

dent, ou du moins, où les dirigeants essaient de confondre, l'*intérêt du système* et l'*intérêt des citoyens* lorsqu'il n'est pas évident, ce qui est souvent le cas, que les deux correspondent.

La raison d'État obéit à une *rationalité* qui ne peut être que de trois ordres : soit celle qui correspond aux intérêts de celles et ceux qui l'exercent, soit celle qui correspond aux intérêts du système, soit les deux à la fois.

Les faux semblants de l'État de droit

Un *État de droit* peut-être défini comme une *organisation sociale dans laquelle les rapports entre individus sont codifiés par un ensemble de règles, déterminées par le législateur, élu, devant lesquelles tous sont égaux et garanties par l'État, émanation du peuple*. C'est, en principe, une garantie contre l'arbitraire du pouvoir. Cette situation, présentée comme ce que l'on fait de mieux en matière d'organisation sociale correspond rarement à la réalité.

Sur un plan purement pratique, l'État peut s'affranchir de la loi qui est, en principe, l'expression de la volonté populaire, puisque élaborée par les représentants du peuple (pouvoir législatif). Si ce pouvoir n'est pas sans limites, encore qu'elles soient floues, il constitue une réalité que l'État exerce au nom de l'*opportunité*. C'est le choix que peut faire l'État entre *légalité* et *opportunité*. Un procureur, représentant de l'État, peut par exemple, très bien classer une affaire même si manifestement il y a délit, et il le sait. Cette situation, peu connue du citoyen, montre que le lien entre la loi (expression de la volonté populaire) et l'État (expression du peuple) n'est pas aussi stricte et limpide qu'elle en a l'air.

Se pose alors la question : *la raison d'État est-elle fondée en droit, dans un État de droit ?* Oui si l'on admet que le système juridique a des limites et admet des dérogations. Mais alors, par quoi peuvent être justifiées ces dérogations dans un système qui se veut démocratique ? Réponse du Pouvoir : par le fait que la loi peut, dans certains cas, ne pas répondre de manière pertinente au problème posé. La «manière pertinente» couvre, en fait, un champ de décisions et d'objectifs qui se situe *hors* de ce que la loi existante permet juridiquement et dans ce que les valeurs de la démocratie refusent moralement. Exemple réel d'une affaire d'État : un État qui couvre des malversations commerciales («pots de vins» et autres) avérées, afin de conclure avec un

autre État un marché sur des armes. Autre exemple : un État qui couvre un crime afin de s'opposer à l'action d'une ONG contre des essais nucléaires. Autre exemple : un État qui s'abstient d'enquêter sur l'action d'un commando qui s'attaque à des salariés qui occupent une entreprise. Le (la) lecteur(trice) pourra trouver une multitude d'autres exemples.

La raison d'État existe donc, très concrètement, elle n'est ni un fantasme politique, ni le produit d'une conception policière de l'Histoire. Elle est un clou planté dans le talon de la citoyenneté.

La citoyenneté *coincée* entre droit et morale ?

La raison d'État *transgresse* la loi. C'est un pouvoir qui a sa source dans les usages mais qui est *exorbitant* dans une démocratie. Ce pouvoir n'a jamais été discuté par les citoyens, ni même n'a fait l'objet d'une quelconque décision publique. «Héritière» du *fait du prince*, la raison d'État est décrétée par les détenteurs du pouvoir... avec un détail de taille : le prince, en principe, n'existe plus.

Est-ce à dire donc que le champ du *droit*, de la *morale* et du *politique* ne coïncident pas ? La réponse est inévitablement positive.

Il est un fait indubitable, c'est que *droit*, *morale* et *politique* ne peuvent être confondus dans la structuration actuelle de notre société. Le fait que ces trois notions *ne coïncident pas* entre elles doit interroger le citoyen. Ce qui rend difficile le problème posé par cette différence, par rapport aux autres systèmes politiques qu'a connu l'Histoire ou par rapport à des systèmes dont la légitimité n'est pas populaire, c'est que, justement, la légitimité, en démocratie marchande est populaire. Autrement dit, *se peut-il que la volonté populaire aboutisse à une règle de droit qui dans sa formulation et son application soit injuste ?* La réponse est à nouveau positive.

La *règle de droit* n'est pas neutre, elle est un *instrument de la régulation sociale* et exprime autre chose qu'une valeur morale, même si elle prend celle-ci comme témoin de son caractère *pseudo-naturel*. Elle est l'expression d'un *rapport social*, le salariat, qui n'a jamais eu, d'ailleurs, la prétention d'être juste. Cet instrument pouvant présenter des défaillances dans sa fonction de régulation sociale du rapport marchand, ou ne présentant pas toutes les garanties dans son application, la *raison d'État* intervient alors pour *forcer la décision* dans le

sens de *l'intérêt du système*. Elle peut prendre alors différents aspects : défense de l'ordre public, secret défense... Un État de *droit* peut donc être un État où *règne l'injustice*. C'est exactement la situation de la démocratie marchande. Le droit garantit le rapport marchand, avec l'accord de la majorité du peuple, mais il est évident que l'essence même de ce rapport est profondément inégalitaire, et qu'il est pourtant accepté majoritairement par l'ensemble des citoyens.

On comprend dès lors que des décisions injustes, quoique légitimement fondées, puissent être prises et que des abus puissent être commis. Si cette raison d'État agit systématiquement à l'abri d'une opinion publique, muselée ou indifférente, le pire est à craindre. Si elle agit, sous contrôle, c'est à dire si les citoyens sont à même de demander des comptes, les dégats peuvent être limités. Mais en tout état de cause l'existence d'un rapport social inégalitaire ne peut, en aucun cas, générer une règle de droit qui soit «en harmonie» avec les valeurs morales qui sont celles d'une véritable démocratie.

Peut-on concevoir une *authentique citoyenneté* ?

*Chacun pense à son bien, gère son patrimoine
Oublie que tous les autres existent auprès de lui.
Il faudra bien un jour comme toujours dans l'Histoire
Que collectivement on sorte de la nuit.*

Le terme de *citoyen*, comme tous les termes du langage de la science sociale et politique a été largement galvaudé.

Le concept même de citoyenneté, nous venons de le voir, constitue un parfait alibi pour le système marchand, pour donner l'illusion du respect de valeurs qu'il ne respecte pas.

La référence à l'Homme, dans sa singularité stricte, si elle permet l'émergence, la prise en considération de valeurs essentielles telle que la *Liberté*, et par extension la notion de Droits de l'Homme, crée aussi, ce qui fera de l'Homme une entité a-politique car, le politique c'est *ce qu'il y a entre les hommes, les rapports qu'ils entretiennent entre eux dans leur vie quotidienne*. À singulariser l'individu, on en fait un être abstrait qui de fait se dénature, c'est à dire perd une partie de ce qui fait qu'il est ce qu'il est, qu'il perd une partie de ce qui fait sa réalité : *son existence sociale*. Une collectivité humaine, une société, un peuple, n'est pas la simple addition arithmétique d'individus, c'est un ensemble complexe de relations sociales (personnelles, culturelles, économiques, juridiques), dont tous et chacun des individus a *la conscience d'être*. Un ensemble dans lequel se discutent des problèmes d'organisation, de morale, se prennent des décisions, se développent des désaccords, voire des conflits.

Le concept de liberté, ne peut donc se conjuguer au *singulier*, sinon il devient une abstraction qui peut parfaitement nier la réalité sociale. Or, c'est précisément à ce «glissement» conceptuel vers la *singularité* que nous assistons et qui fonde et justifie idéologiquement la démocratie marchande qui, en retour, utilise ce concept pour moralement se justifier.

La citoyenneté, c'est à dire l'*expression civique de la conscience sociale* n'est pas un souci esthétique de vie en collectivité, elle s'avère être aujourd'hui un *élément indispensable* pour la survie de l'espèce. L'inconscience civique/sociale, dont l'expression la plus dangereuse est la confiance aux lois du marché, aboutit à des dérives dont la dangerosité est proportionnelle aux progrès de la technologie. Faire confiance, en matière d'organisation sociale, à des *lois extérieures à la conscience humaine*, c'est se livrer pieds et poings liés à des mécanismes incontrôlables ou difficilement contrôlables. Or, c'est bien à cette logique que nous contraint le système marchand, avec des nuances, l'essentiel étant : assurer la reproduction et l'extension du rapport marchand, et faire en sorte que celui-ci constitue, *ad vitam aeternam*, l'essence des rapports sociaux.(**)

Le pire est à craindre de l'instauration d'une telle logique. Il est donc nécessaire de combattre cette tendance et de lui substituer une autre dynamique sociale qui place l'être humain au *centre des choix* en matière d'organisation sociale.

Individualisme et citoyenneté

L'*individualisme* qui ravage aujourd'hui notre société et dénature le lien social est une parfaite illustration de ce que produit l'économie de marché.

La citoyenneté comprend dans son essence la notion de *responsabilité*. Responsabilité au double sens du terme : à la fois *pouvoir* et *devoir* prendre des responsabilités, mais aussi *assumer* publiquement et au regard de la collectivité ses actes, son engagement, ses choix. Or, cette notion de responsabilité est, dans le système marchand totalement vidée de son sens civique et ce pour une raison essentielle, ce système *instrumentalise les individus* (**). Le champ de la responsabilité de chacun est borné par les lois de fonctionnement du système représenté par tout l'appareillage juridico-administratif, qui soumet le citoyen à ce que l'on nomme le plus sérieusement du monde, *l'ordre public*.

Cette restriction drastique du champ de la responsabilité ne peut avoir qu'une conséquence anti-sociale : l'*autre* est vécu comme un concurrent, un adversaire. Mon initiative ne peut s'exercer que dans le cadre très particulier du rapport marchand, même mon humanisme subit cette contrainte. Si j'aide un ami qui, par solidarité et réciprocité, me le

rendra, je peux être accusé de pratiquer le «travail clandestin», de même que si je suis «sympa» et solidaire, je peux me faire dépouiller ou exploiter... Le rapport marchand détruit la notion même de solidarité. Et cela bien entendu sous couvert des «valeurs de la République».

On comprend que cette logique de «*déresponsabilisation civique*» ou de «*responsabilisation orientée strictement vers l'intérêt individuel*» est un facteur puissant d'individualisation et donc un frein à la citoyenneté.

Le rapport marchand, par sa brutalité, son arbitraire, la logique glacée de sa rationalité peut conduire à l'*incivisme*, le civisme étant alors perçu comme une soumission à un ordre condamnable et donc transgressable. Comment être juste dans une société qui ne l'est pas et qui fait croire qu'elle l'est ?

Les gestionnaires du système n'hésitent pas, en effet, avec le plus grand des cynismes ou d'insouciance, à défendre à la fois, la liberté que fonderait, ou que procurerait, le marché et la liberté citoyenne. Ainsi, le consommateur est ou devrait être, aux dires des théoriciens de l'économie de marché, «libre face au marché», c'est à dire face au moyens de subsistance, liberté seulement (excusez du peu) «limitée» par sa *solvabilité*.(**). Ainsi, le chef d'entreprise est «libre» d'embaucher ou de licencier des salariés, faisant dépendre de son bon vouloir, ou de celui du marché, le «droit au travail».

Nous n'en avons pas fini avec le débat séculaire sur le fondement de la liberté individuelle dans une collectivité humaine, mais encore faut-il poser le problème correctement. Non pas dans l'absolu en déclarant par principe et théoriquement, l'*individu libre*, mais en considérant l'*individu réel*, social, existant dans un rapport social. En effet, et le système actuel nous en fournit un parfait exemple, la déclaration, la proclamation solennelle, de principe, de la *liberté de l'individu*, de la liberté individuelle, voire de la *Liberté* tout court, n'est pas une garantie de son respect. Une telle conception de la liberté, complètement déconnectée de ce qu'*est l'existence sociale*, collective de l'individu ne peut qu'aboutir à l'inverse de ce qui est proclamé : le repliement sur soi, sur l'individuel. La liberté peut devenir ainsi une machine de guerre contre l'*autre* qui est forcément vécu comme un obstacle à ma propre liberté, ou concurrent... un danger potentiel.

L'Homme libre, le citoyen, c'est celui qui *assume le conflit* entre sa conscience critique à l'égard du système et ce que le système lui a

inculqué de valeur, de mécanismes, d'habitudes, de reflexes, bref qui l'a conditionné à accepter ses principes inégalitaires et ses lois.

Le citoyen ne prend d'ailleurs généralement conscience des vrais problèmes que pose cette société inégalitaire que lorsqu'il est concerné directement, lui ou ses proches. Alors, «*il ne comprend pas*», trouve cela «*scandaleux*», ne comprend pas «*que l'on puisse accepter des choses pareilles*», etc. Il est alors, trop tard, happé par l'implacable logique de la raison d'État et celle du système (économique, judiciaire, administratif), son combat individuel est souvent voué à l'échec.

Le discours des défenseurs du système marchand, sur la défense de l'individualité, soutenue par une conception «individualiste» des Droits de l'Homme, est totalement mystificateur. Il a pour seul et unique objectif d'isoler le citoyen, en faire une entité à part qui existe et se détermine sur un plan strictement individuel. Si la liberté individuelle est absolument à prendre en considération et constitue la base de la reconnaissance de l'individu, sur un plan éthique et politique, cette reconnaissance ne peut cependant s'affranchir de la *dimension sociale* dans laquelle évolue et se détermine l'individu. Oublier cette dimension, ce qui n'est pas le fait du hasard, revient à considérer la réalité sociale, le rapport social comme une donnée intangible et incontestable, ce qui est a-historique.

Cette défense de l'individu trouve ses fondements dans la *philosophie des Lumières* et la critique, parfaitement justifiée, de la disparition de l'individu dans le groupe ou la communauté, ou la réduction de sa simple individualité au rapport avec Dieu. Cette «défense de l'individu» réduite à sa simple expression singulière et a-historique est devenue entre les mains du système marchand une formidable machine à broyer ce même individu. L'histoire du mouvement ouvrier et l'épopée coloniale hier, la mondialisation marchande aujourd'hui, entre autres, n'en sont qu'une sinistre démonstration.

L'homme n'est pas un animal comme les autres. En plus de ses pulsions dites animales, il a une *intelligence sociale*, autrement dit il a conscience de ce qu'il est par rapport aux autres, de ce qu'est l'autre par rapport à lui. Il a conscience que son existence existe à côté, et avec l'existence de l'autre, et réciproquement. Il a aussi conscience que la présence, qui peut être encombrante, de l'autre, ne passe pas par son élimination physique. *Tolérer l'autre* ce n'est pas le supporter, ce n'est pas accepter l'inacceptable, c'est *accepter*, le reconnaître dans sa différence, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas moi et qu'il a

droit comme moi à l'existence. Alors, et alors seulement, on pourra prendre la mesure de ce que ce rapport à l'autre apporte comme *limitation* au concept de liberté. Encore que cette limitation n'est pas une mesure bornée de ce que je suis, mais une conception qui intègre l'existence de l'autre *dans la définition* de ma propre existence.

Les mots, tels que *liberté, égalité, fraternité, justice* et autres lieux communs du discours politique, *car utilisés en dehors de toute considération sociale*, c'est à dire en dehors de ce qu'est réellement la société, dans sa structure ses contradictions, sont des concepts totalement vides, voire mystificateurs. *Ce décalage inouï entre la réalité sociale et la proclamation permanente de ces valeurs*, explique certainement le désarroi collectif devant les actes d'incivisme et l'impuissance à dépasser cette situation qui ne peut aboutir qu'à des prises de position extrêmes et absurdes : la *répression* de la part de celles et ceux qui ont le pouvoir, le *racisme* et l'*autodéfense* pour celles et ceux qui ne l'ont pas. Ces mots qui ont à nos yeux un contenu et même une charge affective considérable sont les instruments de la manipulation dont nous sommes l'objet. L'utilisation de ces mots dans le discours politique verrouille toute réflexion critique. Celui ou celle qui les utilise se doit de voir rejaillir sur sa personne toute la considération qu'ils inspirent. Or là est tout le mécanisme de la manipulation.

Il ne s'agit pas d'accorder le primauté à l'individuel ou au collectif. Il s'agit de rétablir l'Homme dans ce qu'il a d'individuel et de collectif. Alors, et alors seulement, nous pourrions définir ce qu'est la véritable citoyenneté.

La citoyenneté comme transcendance de l'existence sociale

Ce qui fait de l'Homme un être à part dans le règne animal, certains diront «supérieur», c'est son pouvoir de *comprendre* et de *faire* en conséquence. C'est derrière les apparences comprendre les mécanismes de ce que l'on observe, puis se servir du résultat de l'observation-déduction pour agir en fonction de ses besoins. Il a donc une intelligence de la compréhension et une intelligence de l'action.

Contrairement aux apparences, la transformation de la nature ne se fait pas simplement en fonction des besoins de l'Homme, mais en fonction d'un *rapport social*, c'est-à-dire suivant un *schéma d'organi-*

sation sociale qui, s'il prend, en compte au début de l'Histoire de l'humanité les besoins de l'individu, dérive ensuite au point de fonctionner sur des principes qui rendent ces derniers secondaires. Le rapport marchand par exemple, n'a pas pour priorité essentielle de satisfaire les besoins de l'Homme, (comment expliquer par exemple qu'il y ait des pauvres dans une société riche) pourtant c'est suivant son principe que la Nature est instrumentalisée (**).

S'approprier les outils de la *pensée critique*, c'est en premier lieu se *défier de l'apparence* des choses. Si nos ancêtres en étaient restés simplement à une acceptation des apparences, et même de ce qui pouvait être à leurs yeux des évidences, aucun progrès n'aurait eu lieu, ni dans les sciences exactes, ni dans la société. Si l'on prend le cas de l'*insécurité*, le premier réflexe pour l'endiguer est de renforcer les dispositifs répressifs (pour éteindre un feu, on augmente la quantité d'eau que l'on déverse sur lui), attitude *apparemmment* logique, mais correspond-elle vraiment à la *réalité*, à la *nature* du phénomène à combattre ? Si le feu est alimenté par une conduite de gaz, il serait plus judicieux de fermer l'arrivée de celui-ci, que de déverser à grand frais et vainement des tonnes d'eau sur la flamme. Il en est ainsi de l'insécurité : multiplier le nombre de policiers ne règle fondamentalement en rien le véritable problème, même s'il peut conjoncturellement donner l'impression d'y apporter une solution, la délinquance se déplaçant du lieu «sécurisé» dans un autre lieu. Ainsi en est-il du lien existant entre l'exclusion du marché du travail, l'incitation à la consommation et le vol..., ainsi en est-il d'à peu près tous les problèmes qui se posent aujourd'hui dans notre société.

La *critique* n'est donc pas négative, destructrice comme on voudrait le faire croire, mais au contraire, elle contribue à la *connaissance* et donc au *dépassement des situations*. Elle est par contre un danger pour celles et ceux qui sont en charge du système marchand car elle aboutit *inéluclablement* à la *mise en évidence de ses contradictions* source des situations intolérables qu'il génère. Dire par exemple que les chômeurs sont des fainéants ou des victimes de la fatalité ou de l'immigration, ou de la conjoncture est en effet autrement moins dangereux pour le système que d'expliquer que l'économie de marché est fondée sur le principe de la soumission de tous les individus aux exigences de la rentabilité... et donc potentiellement sur leur exclusion.

Etre citoyen n'est certainement pas accepter ce qui est, sorte d'obéissance passive aux lois, et seulement active au moment de l'élection, mais *comprendre ce qui est*, et faire de cette compréhension le point

de départ du changement et donc de la construction du futur.

Le citoyen est le *moteur* de la vie sociale démocratique. par son engagement, sa réflexion, par son esprit critique, il alimente le débat, la réflexion collective. S'il doit être perçu, du fait de cette pratique comme un être dangereux, dont on doit se méfier, c'est que la société n'est pas démocratique, puisqu'elle ne peut intégrer, accepter, que la critique superficielle, c'est à dire celle qui ne s'en tient qu'à l'*amélioration des apparences*. Cette société, en la personne de ses dirigeants, a quelque chose à cacher. C'est elle qui doit à s'interroger sur ce qu'elle est, c'est aux citoyens(nes) à l'interroger et donc à s'interroger sur eux-même (elles). Dans une société démocratique il ne saurait y avoir de tabou sur tout ce qui concerne l'organisation sociale. Même la loi, c'est à dire la norme commune doit être soumise à la critique de l'ensemble des individus. Cela ne veut évidemment pas dire que la loi est en permanence remise en question au point de ne plus avoir de règle de conduite librement acceptée. La loi n'est pas, et ne peut être, un dogme, à fortiori dans un système inégalitaire.

Le raisonnement, qui, aujourd'hui consiste à dire : «*c'est la loi il n'y a rien à y faire*» et qui ferme ainsi rédhitivement tout débat et toute discussion est profondément anti démocratique. En effet, la loi n'a rien d'absolu. Si elle est la règle, rien ne dit que cette règle ne doive pas être changée, rien ne dit qu'elle corresponde à ce que les citoyens peuvent accepter ou refuser à un moment donné. Les fondements de la loi doivent faire l'objet de la *critique citoyenne* et l'on découvrira à cette occasion le lien qui existe entre la loi et les principes du système marchand. C'est d'ailleurs pour cela que cette démarche n'est jamais entreprise.

Le véritable culte du respect de la loi, qui semble être la quintessence du civisme est, dans le cadre de la démocratie marchande, une vraie escroquerie morale et ce, pour une raison fondamentale : la norme juridique ne peut être qu'injuste dans un système basé sur l'instrumentalisation des individus (**). Ce n'est donc pas un hasard si la *transgression de la loi* se pose de manière récurrente : on peut faire l'hypothèse qu'une bonne part de l'incivisme, de la violation de la loi, vient du fait qu'elle est l'expression d'un rapport social inégalitaire, sinon le concept de citoyenneté n'a aucun sens. Voler quand on n'a rien, occuper un logement quand on est à la rue, se révolter quand on vous prend votre travail, seule source de revenu pour vivre, sont-ils des actes d'incivisme ? En terme de respect de la loi, certainement. Mais *la loi, reflet du rapport social*, incite-t-elle au civisme ? Certainement

pas. Est-ce finalement son rôle, ou son rôle n'est-il pas plutôt la préservation d'un ordre économique et social inégalitaire ? Ce serait peut-être la question à se poser avant de condamner. On constaterait alors que dans de nombreux cas, la transgression de la loi est un acte socialement civique, car nécessaire à la vie.

La critique purement formelle, celle qui se résume à une simple dénonciation des pratiques, des principes, aussi radicale soit-elle, aussi juste soit-elle, n'en reste pas moins une «*pratique théorique*» qui n'agit en rien sur l'essentiel, la structure du rapport social. Au pire, elle se transforme peu en peu en proposition de réforme, d'aménagement du système et s'intègre parfaitement à la pratique gestionnaire. Au mieux, elle tourne en rond dans une loghorée verbale qui tient plus du comique de répétition que de la pensée politique («*Travailleuses, travailleurs*»).

La citoyenneté ne peut être que lutte contre de fausses certitudes

Les hommes ont toujours lutté pour vivre. Or, lutter c'est prendre des risques, pas seulement des risques physiques, mais aussi des risques par rapport à ses propres croyances, certitudes, par rapport à ce que l'on a appris et intégré comme des vérités irréfutables.

Le soit disant «*bon sens*» argument classique de la classe politique qui justifie l'«*adhésion libre et sans réserve*» des individus au système marchand, est un poison politique instillé dans les consciences. N'est-ce pas au nom de ce «*bon sens*» que les pires régimes ont assis leur domination ? Que «*l'amour du chef*», «*le père des peuples*», «*la terre ne saurait mentir*», «*la fidélité aux institutions*»..., tous ces «*bons sens*», ont fait à toutes les époques les malheurs des peuples.

Aujourd'hui le «*bon sens*» serait la «*confiance en la concurrence*», «*le rôle naturel redistributeur du marché*»... On voit où cela nous conduit (**).

Être citoyen, c'est d'une certaine manière lutter contre ce que l'on est, ce que la société nous a fait et nous fait.

Les certitudes que l'on a apprises, dans les pays dits développés, en matière de développement, de protection sociale..., ont été brutalement remises en question à la fin du siècle dernier. De même que les certitudes des pays riches au regard des pays pauvres. Aujourd'hui,

les certitudes sur le bien fondé des modèles de développement sont remises en causes par les conséquences des activités humaines marchandes sur l'environnement.

Être citoyen c'est, non seulement *vouloir*, prendre conscience des ces faits, mais aussi *agir*, concrètement, en conséquence. C'est resituer son existence personnelle dans l'ensemble de ce qui constitue la société. Ça va du verre que l'on dépose dans le récup'verre jusqu'à la réflexion et la mise en place de relations différentes entre, par exemple, producteurs et consommateurs, en modifiant qualitativement le rapport d'échange, en ne le faisant plus dépendre des grandes entreprises marchandes et de leurs intermédiaires. Pour l'enseignant, c'est faire que son savoir ne soit pas académique ou purement scolaire, mais soit au service de l'ensemble des citoyens(nes) afin de les aider à comprendre et à agir et non simplement à devenir un rouage du système marchand. Pour le médecin, à repenser la santé en terme de besoin du malade et non en terme marchand de rentabilité de l'acte. Pour..., etc.

C'est, sur un plan politique, s'extraire du confort passif, trompeur et irresponsabilisant de la pratique électorale et agir pour que la démocratie soit une réalité concrète, dans le quotidien, et non un simulacre que l'on regarde à la télévision.

C'est, de manière générale, ne pas partir d'*a priori* qui nous sont suggérés, du genre «*Ça toujours été comme ça, ce sera toujours comme ça*». C'est oser aborder toutes les questions, même les plus délicates et oser imaginer des formes de fonctionnement social et politique.

Exemple : le cas de la démocratie directe.

Posée brutalement et simplement, cette notion fait l'objet soit d'un rejet méprisant (c'est de l'utopie, c'est pas sérieux), soit d'une adhésion infantile sans limite (c'est ce qu'il y a de mieux, c'est ce qu'il y a de plus efficace...).

Si ce type de démocratie est difficilement organisable avec un grand nombre d'individus, il ne s'agit pas de la rejeter *a priori*, mais d'examiner les possibilités qu'elle offre, les conditions qu'elle nécessite, mais aussi les limites qu'elle peut avoir. C'est un mode de fonctionnement qui dans son principe présente effectivement des garanties en matière de respect de la volonté individuelle et collective. Ce qui justifie, d'une manière générale, le refus de cette organisation, c'est l'existence de la multitude avec des réflexions du genre «*C'est bien, mais en théorie, impossible à réaliser dans des collectivités nombreuses*» et

de prendre l'exemple de l'État-nation regroupant plusieurs dizaines de millions de citoyens(nes). A première vue, la critique est pertinente et la difficulté, simplement technique, semble condamner ce type de fonctionnement.

On peut cependant poser le problème autrement et faire remarquer que ce type de raisonnement part d'un état de fait qui condamne *a priori* ce mode de fonctionnement. Or la situation actuelle crée ce genre de complication – la gestion de la multitude – parce que le système marchand organise la communauté humaine d'une certaine manière : concentration urbaine, fonctionnement d'appareil étatiques de plus en plus énormes et éloignés du citoyen.

On peut parfaitement concevoir (**) des unités de production et des principes de distribution d'un genre totalement nouveau permettant une existence collective en petites unités, mais encore faut-il remettre en question les principes du rapport marchand qui exige d'énormes unités de production, pour rentabiliser, et étendant démesurément la circulation de la marchandise, toujours dans un objectif mercantile. Techniquement, cela est possible, les moyens de communication modernes et les moyens de transport ajoutant à l'accroissement des possibilités, mais le rapport marchand l'interdit. Dans cette situation, ce n'est peut-être pas la démocratie directe qui s'exercerait, au sens pur du terme, mais on s'en approcherait et, en tout état de cause, le fonctionnement démocratique aurait tout à y gagner.

Cet exemple constitue une illustration du fait que le débat citoyen ne doit pas se limiter à ce qui est *apparemment possible* et souhaitable. L'*audace* et l'*imagination* dans la réflexion, et dans l'action, est source de succès et de progrès : rappelons-nous les *Lumières*. Il montre également que les limites qui semblent s'imposer pour le changement doivent tenir compte de la réalité sociale, de ses contradictions et que c'est elle qui nous détermine dans notre frilosité en matière de changement. Oser faire c'est, avant tout, oser *avoir un regard critique de la réalité*. Le rôle de l'idéologie du système est de nous faire perdre cette lucidité en nous montrant notre monde comme quelque chose d'immuable et de figé.

Peut-on régénérer la *pensée* et l'*action* politique ?

*Il nous faut pour de bon abandonner l'idée
Qui pollue nos esprits, entrave notre vie
Qui fait croire à tous que notre société
A pour unique but, que chacun soit nanti.*

La bataille du changement ne pourra être gagnée que par un renouveau de la *pensée et de la pratique politique* fondamentalement dévoyées par la *pratique politicienne* et les discours des gestionnaires du système marchand.

La substitution qui s'est opérée dans le champ du politique au détriment de l'action citoyenne et au profit des bureaucraties politiciennes a abouti à une stagnation de la pensée qui s'est réduite à la simple acceptation de la pratique gestionnaire du système marchand.

Même la pensée qui se voulait critique a été polluée par le système de pensée actuel, soit qu'elle ait capitulé au point de devenir elle-même, malgré des effets de rhétorique, une caution politique et idéologique à la gestion, soit qu'elle se soit carrément transformé en une pratique gestionnaire qui revendique haut et fort son efficacité.

Il ne s'agit pas de justifier des idées, mais de défendre et de valider des valeurs.

De la pensée critique comme instrument stratégique du changement

L'analyse des conditions de fonctionnement du système marchand se résume aujourd'hui à la *reconnaissance et à l'approbation des principes qui le fondent*, même si certains discours de circonstance semblent montrer le contraire, et a la volonté de trouver ou de créer les meilleures conditions de ce fonctionnement. Autrement dit, de le gérer au mieux de ses équilibres toujours remis en question. La pseudo

pensée politique part donc d'un *a priori* conservateur et non d'une *volonté de connaissance historique*.

Même la *contestation* du système est, aujourd'hui, parfaitement intégrée par celui-ci, dans le meilleur des cas, pour lui, c'est une caution démocratique : «*Regardez, il y a des contestataires chez nous, nous les acceptons, ils ont le droit à l'expression, c'est normal, c'est ça la démocratie*».

Cette constatation peut se situer à différents niveaux qu'il n'est pas facile d'évaluer en fonction de leur efficacité politique mais surtout, par rapport aux objectifs qui sont les leurs.

Ainsi, le raisonnement qui consiste à dire : «*Participons au Pouvoir, c'est le seul moyen de faire évoluer la situation..., ce sera toujours ça de gagné..., il vaudra mieux ça que rien..., on ne pourra pas dire que l'on n'a pas essayé..., si on n'y arrive pas ce ne sera pas de notre faute...*» peut paraître séduisant, et à l'apparence de la logique. L'Histoire montre qu'effectivement une telle pratique peut, dans une certaine mesure, permettre une amélioration des conditions sociales des moins favorisés. Est-ce pour autant une stratégie de changement efficace ? L'Histoire a montré, et montre, que ce qui est acquis, ne l'est jamais définitivement, et ce pour une raison stratégique simple : *les changements effectués dans le cadre d'une participation au pouvoir ne touchent jamais à l'essentiel du système marchand qui un jour ou l'autre les remettra en question*.

La participation au pouvoir n'est absolument pas une garantie de la maîtrise du système et encore moins un tremplin pour le changement des rapports sociaux. Ce ne sont ni l'origine sociale des dirigeants, ni le contenu de leurs discours politiques qui font le changement, ce qui relativise grandement le rôle de l'élection pour ce qui est de changer le fonctionnement de la société. Ce qui fait le changement c'est la *volonté concrète* des citoyens(nes) qui se donnent *concrètement* les moyens de celui-ci, en *changeant la nature des rapports de production* et donc les *rapports sociaux*.

D'où la thèse inverse qui consiste à refuser toute participation au pouvoir pour éviter le risque de la gestion et donc de la compromission. Attitude également logique, mais là se pose un nouveau problème, en particulier la reconnaissance de son impuissance du fait que, n'ayant pas d'accès au pouvoir, rien ne puisse être entrepris. C'est d'ailleurs la lassitude devant une telle situation qui a entraîné et entraîne certaines organisations politiques à «mettre les doigts dans la logique de la

participation au pouvoir». Sommes-nous finalement condamnés à errer entre ces deux attitudes, aussi stériles l'une que l'autre ? Peut-être que oui, si nous ne faisons pas preuve d'imagination, c'est-à-dire si nous refusons de concevoir une manière de réfléchir et d'agir qui, tout en faisant une analyse critique du système, nous permette de jeter, théoriquement et *concrètement*, les bases d'un dépassement du système.

La «déconstruction» du système dominant ne doit pas se faire simplement et uniquement sur le plan théorique. Même si cette phase est pédagogiquement essentielle pour la compréhension, la mise en place de pratiques nouvelles, innovantes, conformes aux principes éthiques revendiqués, est, elle aussi, indispensable. Or, c'est cette seconde phase qui souffre d'un *déficit de réflexion et d'engagement*. Il est vrai qu'elle est plus difficile que celle qui consiste à contester, plus implicante, plus dérangement. Elle est pourtant le passage obligé de tout changement. C'est dans son élaboration que doit se penser et se construire la forme de lutte et de critique qui peut garantir le mieux le respect des principes de l'organisation sociale politiquement et collectivement souhaitée. Elle est, de plus, une garantie, sinon une garantie absolue, des non dérives bureaucratiques au moment où se posera la question du pouvoir, de son lieu, de sa conception, de sa forme. C'est d'ailleurs en son sein qu'émergera, et que doit émerger, la question du pouvoir, concrètement, à partir d'un pratique et non de manière abstraite. Elle est l'action qui mènera au *point de rupture* de l'ancien système et à son dépassement. Elle est, enfin, l'action qui posera la question du monde nouveau, non à partir de la simple accession ou prise du pouvoir, source de toutes les dérives bureaucratico-réformistes, voire, dans certains cas, totalitaires, mais à partir d'une pratique sociale concrète, impliquant la collectivité dans les choix à effectuer à partir d'une expérience vécue.

Il doit s'agir plus de *faire vivre des idées*, au travers d'une pratique que de les défendre abstraitement au travers d'un discours, ce qui est le cas aujourd'hui.

Critique de la stratégie «modélisatrice»

La société modèle, ou le modèle de société, ça n'existe pas, ou plutôt existe de manière abstraite dans l'esprit de certaines et certains qui rêvent de changer les rapports sociaux. Ce rêve est bénéfique, mais il

ne saurait être confondu avec un objectif politique dont il serait le modèle.

Il n'y a *jamais* eu de modèle pré-établi de la société à construire... Les nouvelles sociétés ont été «enfantées» au sein de la société qu'elles ont remplacé, dans une dynamique sociale et politique qui «dépassait» les contradictions du système en place.

Le recours au modèle, à un modèle, est une démarche réductrice... Elle se réduit à des présupposés par rapport au pouvoir et par rapport à l'Histoire.

La *volonté politique de changement* n'est pas une démarche purement idéologique et esthétique. Elle est l'expression, à la fois de la reconnaissance, de la conscience de l'inadaptation des structures sociales au regard de l'évolution morale et technique de la collectivité humaine et de la nécessité, et possibilité concrètes, de mettre en place de nouveaux rapports sociaux.

L'isolement du pouvoir de l'État, par rapport à la société civile, ou du moins son éloignement, là où règnent les rapports sociaux, a fait, de l'État, une entité «autonome» à conquérir. Le pouvoir se conquerrait par la «prise du pouvoir d'État».

L'État est bien le lieu *formel* du pouvoir, mais c'est en fait dans la société civile que réside ce qui constitue l'essentiel du système : les rapports sociaux, c'est à dire les rapports qui unissent les individus entre eux dans l'acte de production et de répartition des richesses, base de toute organisation sociale.

Si la *prise du pouvoir* est une garantie du changement des rapports sociaux alors cette action est essentielle et déterminante en vue du changement. Or, cette prise du pouvoir, et l'Histoire nous le montre, n'est pas une garantie absolue, pas même relative, du changement des rapports sociaux. Même lorsque le projet politique est très clair et précis, voire accompagné d'un «schéma» d'organisation sociale et politique, avec des acteurs déterminés et portés par la confiance populaire, le changement n'est pas du tout assuré.

L'Histoire nous le montre, ce n'est pas la prise du pouvoir d'État qui «*fait*» le changement, mais d'abord et essentiellement les conditions historiques du développement du (des) système(s). Or, aujourd'hui, tout est centré sur le pouvoir d'État, son organisation et, pour la totalité des forces politiques, sur la définition d'une stratégie pour le conquérir. Pratique absurde qui ne profite bien évidemment qu'aux forces gestionnaires du système marchand existant et qui disposent

pour cela de toute la logistique et des réseaux pour se reconduire alternativement à la direction des affaires en fonction des aléas de l'actualité et des manipulations de l'opinion publique : «un coup à droite..., un coup à gauche...»

La conquête violente de ce même pouvoir, même accompagnée de changements radicaux dans le domaine de l'organisation de la production et des rapports sociaux en général, n'est pas non plus un gage de changement... les expériences soviétiques en sont la plus parfaite illustration (**).

Dans un schéma *État-nation*, modèle que nous a légué l'Histoire jusqu'à ces dernières années, on pourrait, à la rigueur poser, être tenté de poser la question du changement à la prise de ce pouvoir. Ça a été tenté et l'on a vu ce que ça a donné.

La mondialisation marchande repose d'ailleurs le problème explicite de la pertinence de ce raisonnement qui consisterait, et consiste, à poser la question du changement en terme de conquête du «pouvoir d'État». Dans ce contexte, le terme même d'État – dans le sens d'*État-nation* – perd de sa pertinence. La configuration politique imposée par la mondialisation marchande relativise, comme jamais dans l'Histoire, la notion de pouvoir politique et qui plus est, le *pouvoir d'État* ou le pouvoir *de* l'État.

L'expérience social-démocrate est exemplaire à cet égard. La conquête du pouvoir d'État, de manière légale et pacifique illustre parfaitement le décalage fondamental entre «*détenir le pouvoir d'État*» et «*changer les rapports sociaux/rapports de production*».

Ce n'est pas le caractère pacifique qui fait problème, d'aucuns étant persuadés que seul le caractère violent est productif. Ce qui fait problème c'est que l'*objet* même de la prise ne correspond pas (plus) à la clé qui ouvre les portes d'un autre monde.

La pédagogie et la préparation, en soi, de la prise du pouvoir, même si, sur un plan intellectuel, elles sont jouissives, sont, sur un plan historique, parfaitement contestables. Mobiliser la conscience sociale, la conscience politique sur le processus de prise du pouvoir, c'est inverser la logique du développement de l'Histoire, c'est privilégier le *moyen* au détriment du véritable *objectif*. Ce n'est pas le pouvoir, en soi, qui fait le système, mais l'évolution du système qui conditionne le *moment* du changement et la *forme* du pouvoir.

La prise du pouvoir ne peut être que l'*aboutissement extrême* du processus de désagrégation des structures de l'ancien système, de

transformation sociale des rapports de production qui ont produit des logiques de développement incompatibles avec les normes juridiques, administratives, politiques en place. La prise du pouvoir n'a donc pas de valeur en soi.

La *forme* de l'accèsion au pouvoir, de même que la *forme* du pouvoir lui même sont relativement secondaires au regard de ce qui la fonde, la lente montée des *contradictions du système* et la *conscience sociale* qui s'en dégage. Il est aujourd'hui évident que ces formes d'accès au pouvoir n'ont aucun intérêt au regard de la transformation nécessaire des rapports sociaux. Au contraire, tout est fait pour figer les rapports de production de plus en plus strictement marchands, servis par une structure de pouvoir qui interdit toute évolution contraire à la marchandisation de ces rapports, et qui donne, sous couvert de valeurs démocratiques, laïques, républicaines et pseudo modernistes, l'illusion d'un fonctionnement démocratique et progressiste du pouvoir.

Se fixer sur *le* pouvoir c'est donc «lâcher la proie pour l'ombre», s'est se tromper sur l'analyse concrète de la situation concrète, c'est confondre l'*instituant*, les rapports de production et l'*institué*, le pouvoir. C'est répéter les erreurs tragiques qui ont fait du 20^e siècle le siècle des drames et des frustrations politiques.

Pour une stratégie de *critique pratique*

Nous vivons une époque difficile, celle où nous devons *repenser, tirer le bilan* des erreurs passées, les nôtres, et celles de celles et ceux qui nous ont précédés. C'est une époque dans laquelle nous n'avons plus le droit de répéter les erreurs du passé parce que nous en avons pris conscience, mais aussi parce que les échéances nous talonnent. La situation est aggravée par l'urgence, car les forces de destructions du système marchand qui sont à l'œuvre font que le temps de survie sur notre planète est certainement compté.

Le mythe du *grand soir* qui a animé et excité jusqu'à l'erreur historique les générations qui nous ont précédé, et aussi pas mal la nôtre, s'est effectivement révélé pour ce qu'il était, un *mythe*. Mythe sympathique, mythe mobilisateur, mais mythe tout de même. L'erreur était finalement compréhensible. A réduire l'Histoire à quelques événements, comme on réduit l'actualité à quelques scoops, on prend vite ses désirs pour des réalités. On finit par oublier les conditions historiques, économiques, sociales et politiques des changement de système.

Comme si la simple prise de pouvoir avait une valeur en soi. Comme si elle pouvait se faire indépendamment des conditions sociales dans lesquelles elle s'effectue, de manière un peu magique, par la volonté d'une minorité, même si idéologiquement elle a convaincu une large partie de la population, avec en plus une bonne dose de tactique militaire ou électorale (au choix). C'est finalement faire peu de cas de ce que nous apprend l'Histoire.

Faire l'Histoire n'est ni reproduire les événements du passé, aussi glorieux, aussi porteurs d'espoir, aussi enthousiasmants soient-ils, ni même penser dans une *forme achevée*, le futur. Dans le premier cas, on se coule, de manière mécanique, dans un moule qui ne correspond plus aux conditions actuelles car l'Histoire ne reproduit jamais exactement les mêmes situations. Dans le second cas on fait œuvre de devin, vision allégorique qui n'a rien à voir avec l'Histoire et la citoyenneté.

Faire l'Histoire, c'est œuvrer à la *création de conditions* qui permettront, seront le prélude et la confirmation, qu'une autre organisation sociale est possible. Qu'un autre monde est possible. Adopter cette stratégie, c'est faire la *preuve concrète* que les principes que nous défendons, les valeurs qui sont les nôtres, non seulement sont justes, mais réalistes, au sens qu'elles peuvent devenir une réalité économique et sociale donnant satisfaction à chacun(e) et à l'ensemble. Ainsi, le combat de la *proposition*, de l'*expérimentation*, est aussi important que celui de la dénonciation. La dénonciation ne peut-être qu'un moment, important, mais forcément limité, de la dynamique du changement social.

C'est la logique instaurée sur le plan politique par la démocratie marchande, qui *finalise* l'action politique par des pratiques institutionnelles sans lendemain, car conservatoires, pour le système qu'il nous faut briser. Pour ce faire, la contestation, la participation critique, voire le boycott sont nettement insuffisants. C'est la *pratique sociale* qui permettra le dépassement de la situation : sur le *plan politique*, en imposant des pratiques démocratiques authentiques, par exemple la démocratie participative telle qu'elle est pratiquée dans certaines collectivités ; sur le *plan économique et social* en impulsant des systèmes d'organisation de production et d'échange établissant une rupture avec la logique des marchés : les différentes formes du commerce équitable, la mise en place de systèmes de production-distribution, en particulier dans la production agricole, directement organisés et gérés par les personnes concernées, en imposant, y compris au mépris de

la loi (car il faudra bien un jour dépasser la légalité marchande !), ce qui a déjà été le cas, des logements aux sans-logis, des papiers aux sans-papiers, bref quelque chose d'indispensable à ceux qui sont sans... alors que les biens et services existent.

Aujourd'hui ces pratiques sont relativement limitées, sans liens entre elles, sans réflexion sur un projet d'organisation sociale. Quand ces questions, qui sont fondamentales, sont prises en compte par les politiciens pseudo progressistes et les militants à leur dévotion, c'est dans un but purement propagandiste. Ils se précipitent, accompagnés des médias sur ces «nouveaux lieux», font de grandes déclarations et oublient le lendemain leurs soi-disant engagements.

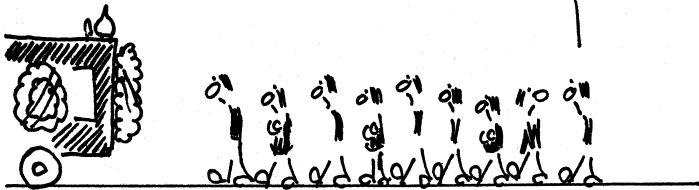
C'est donc dans une problématique politique totalement différente qu'il s'agit d'agir. Il est indispensable de chasser ces parasites politiques qui dénaturent totalement ces actions et faire que celles-ci se fédèrent et constituent le socle sur lequel se bâtiront les nouveaux rapports sociaux.

Alors, et alors seulement, nous verrons se réaliser, de manière limitée au début, sans branle-bas médiatique, sans grandes déclarations aussi tonitruantes que stériles, les *prémises du changement*. Cette pratique, en constante évolution, réflexion, perfectionnement constituera le creuset dans lequel la véritable citoyenneté s'exprimera et qui, en retour, alimentera, perfectionnera cette pratique. Alors oui, à ce moment-là, on pourra dire concrètement et en dehors de toute déclaration péremptoire, qu'un *autre monde est possible*.

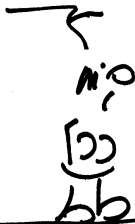
Conclusion



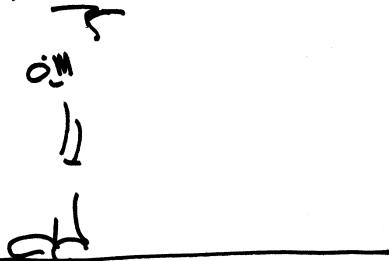
Depuis que je sais que l'on peut faire voter les morts, ... j'ai peur de mourir!



Mais pourquoi les politiques valorisent-ils autant leur image?



Qu'est ce que tu veux qu'ils valorisent d'autre ?



La soif extraordinaire de «comprendre» comment fonctionne le système marchand, constitue une caractéristique essentielle de ce réveil ou renouveau de la citoyenneté. On sent confusément que «quelque chose» ne va pas, ne va plus, ne peut plus durer mais l'on ne comprend pas exactement *quoi* et *pourquoi*. Ce retour aux sources de la réflexion politique est le premier degré de l'engagement citoyen après des décennies de déception et d'idéologies pré-digérées et d'évidences assénées par les réformateurs et autres gestionnaires du système.

Mais comprendre *comment ça marche* est différent de *comment faire*, quoique l'un soit nécessaire à l'autre.

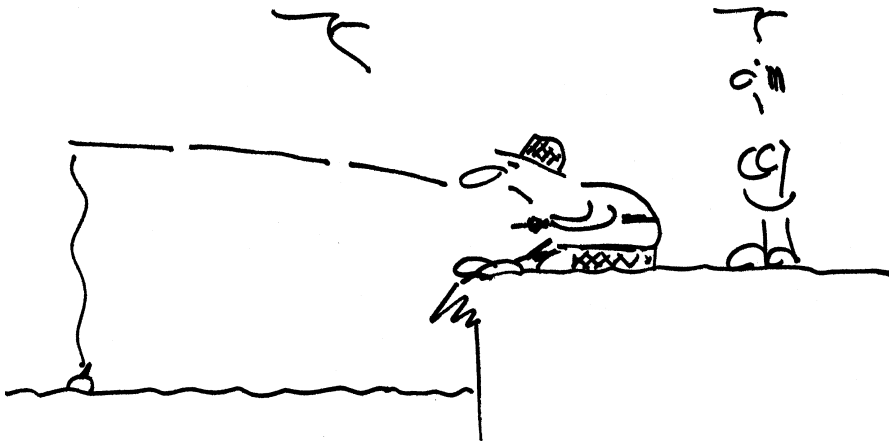
Nous devons désapprendre, nous déshabituer de nos vieux réflexes ancrés dans les certitudes d'hypothétiques modèles ou exemples. Des croyances en des paroles révélées par des états-majors plus ou moins auto-proclamés, plus ou moins inaccessibles, qui nous dictaient des lignes de conduite, des lignes politiques que nous aurions produites dans des consultations dites démocratiques. Des vérités gravées dans le marbre ou minutieusement consignées dans de vieux grimoires poussiéreux, religieusement rangés dans d'austères bibliothèques. Tout un fatras de procédures, de croyances qui n'ont finalement abouti qu'à un seul et unique résultat : la reproduction d'un système d'exploitation et le désarroi devant l'avenir qu'il nous prépare.

Les vieilles carcasses bureaucratiques animées par des faillis du passé n'ont plus rien à nous proposer, sinon une hypothétique «rénovation» qui n'a pour but que de remettre en selle, ceints d'une nouvelle virginité, celles et ceux qui nous ont toujours trahis.

Ce rejet radical de notre passé et cette volonté de dépasser la situation présente, arrachement douloureux, mais phase indispensable à notre renouveau citoyen, n'a rien d'un règlement de compte, mais est le passage obligé pour repenser *le* politique et donc *la* politique. Ce n'est pas un rite purificateur, mais les prémisses d'un désengagement de problématiques stériles dont on peut évaluer les conséquences sur les ratés et les hésitations du mouvement social.

Je sais, mais pour ce à
quoi il sert aujourd'hui!

Te rends-tu compte que
des gens sont morts pour
le droit de vote?



Lexique

Le discours et les écrits politiques sont encombrés de termes qui, à la longue, ont été largement galvaudés, détournés, vidés de leur sens, voire utilisés à contre-emploi, au point que l'on ne sait plus très bien ce que chacun(e) met derrière les mots qu'il utilise. Cette situation fausse évidemment la réflexion et la compréhension. Ceci peut être tout à fait volontaire de la part de politiciens(nes) qui se gargarisent en public de termes à la mode mais au contenu incertain. C'est l'attitude inverse qu'a choisi l'auteur de cet essai.

Les définitions données dans ce lexique n'ont pas d'autre prétention que d'aider le lecteur, en lui signifiant le sens donné par l'auteur aux termes qu'il emploie.

- **Citoyenneté** : État politique dans lequel, en principe, chaque individu de la collectivité a droit de s'exprimer sur la situation de la cité et a le pouvoir d'intervenir, directement et indirectement, dans le fonctionnement des affaires publiques.
- **Classe politique** : Ensemble des individus qui, appartenant aux partis politiques, parfaitement interchangeables, se succèdent au pouvoir pour gérer le système marchand.
- **Décitoyennisation** : (néologisme) Action, (non reconnue) de la part d'un système politique, de vider la citoyenneté de sa substance au point de transformer les individus en personnes ne réagissant qu'à des habitudes, des conditionnements ou pulsions individuelles.
- **Démocratie marchande** : Système politique correspondant au mieux au système marchand fondé sur la valorisation du capital. La démocratie marchande privilégie la liberté de l'individu dans la mesure ou celle ci garantit à l'optimum le fonctionnement des marchés (travail, biens et services, capitaux) et est de manière générale compatible avec son existence. C'est le système que l'on trouve avec des variantes institutionnelles dans tous les pays développés.
- **Économie de marché** : Système économique dans lequel, le rapport social dominant est le *salariat*. La force de travail (marchandise s'échangeant sur le marché), y est le moyen essentiel de valoriser le capital (*).
- **Idéologie** : Système d'idées, de valeurs exprimant une philosophie du monde, de la vie, de l'Homme, qui se veut cohérent en tant qu'instrument d'analyse de la réalité sociale et, en tant qu'instrument politique en vue, soit de la justification d'une situation sociale, soit de son changement (radical ou modéré).
- **Instrumentalisation** : Action, pour un système politico-économique, de considérer l'Homme comme le moyen d'atteindre des objectifs qui ne correspondent pas à ses intérêts matériels et moraux. Exemple : le salarié qui n'est considéré, socialement et économiquement, que dans la mesure ou l'entreprise a besoin de lui pour valoriser son capital.

- **Juridiciarisation de la vie sociale** : Action de réduire les conflits de la vie sociale à leur simple dimension juridique ce qui a pour effet de pénaliser systématiquement leurs auteurs afin de les dissuader de poursuivre leur action.
- **Légitimité** : Ce qui fonde le pouvoir, le justifie aux yeux de celles et ceux qui y sont soumis. La légitimité n'est pas forcément populaire, elle peut être par exemple de droit divin.
- **Lumières** : Siècle des Lumières ou philosophie des Lumières - Mouvement d'idées et de la pensée au 18^e siècle, en France, en Angleterre et en Allemagne, qui privilégie la rationalité dans tous les domaines et repense l'existence de l'Homme suivant des principes qui privilégient sa liberté et son bonheur. Creuset idéologique dans lequel puisera la Révolution Française.
- **Modernité** : Mode qui considère que tout ce qui bénéficie d'idées nouvelles, de techniques nouvelles est obligatoirement meilleur que ce qui existait précédemment, et ne peut donc être refusé sous peine de passer pour ringart ou passéiste.
- **Mouvement social** : Ensemble des manifestations sociales impulsées ou non par des associations ou organisations politiques ou syndicales (qu'elles essayent généralement de récupérer) et qui posent des problèmes essentiels (protection sociale, retraites, santé, mal bouffe, pauvreté, sans papiers, protection de l'environnement...).
- **Pensée critique** : Attitude qui consiste à penser, sans à priori, la réalité sociale, à l'appréhender en se refusant de la considérer comme un état définitif et indépassable.
- **Politicien(ne)** : Terme péjoratif pour qualifier celui ou celle qui oeuvre et intrigue pour accéder au pouvoir et le garder, voire qui en profite à des fins personnelles. Terme encore plus péjoratif : politiciard(e).
- **Politique (homme/femme)** : Politicien(ne), l'arrogance en moins et l'honnêteté en plus.

- **Politique (la)** : Dégénérescence de la manière dont sont traitées les affaires publiques
- **Politique (le)** : Ce qui a trait aux affaires publiques.
- **Pouvoir** : Etat de fait et/ou de droit de disposer des moyens matériels, juridiques, éventuellement moraux pour agir sur la société. Le pouvoir peut se déléguer.
- **Rapports sociaux** : Rapports qu'entretiennent les individus entre eux dans l'acte de production et de distribution des richesses.
- **République** : Structure étatique, en principe non monarchique et en principe basée sur la représentation populaire.
- **Séparation des pouvoirs** : Principe fondamental de l'organisation républicaine du Pouvoir basé sur le fait que les trois pouvoirs, l'exécutif, le législatif et le judiciaire, sont autonomes les uns par rapport aux autres.
- **Valeurs** : Idées qui se fondent sur une conception de l'Homme, de la nature et qui fondent en retour le comportement individuel et collectif.

Table des matières

Avertissement	7
Une <i>légitimité</i> au dessus de tout soupçons ?	13
A quoi servent les <i>partis politiques</i> ?	23
La faillite de la pensée politique.....	27
La fausse querelle droite-gauche	29
Discours et double discours de la classe politique.....	30
L'organisation est-elle condamnable ?.....	32
A quoi, à qui sert la <i>République</i> ?	35
Le concept ambigu de République	37
Des valeurs à géométrie variable.....	39
Le <i>temps électoral</i> est-il compatible avec le <i>temps citoyen</i> ?	43
Le règne de la <i>politique spectacle</i>	46
L'élection <i>contre</i> la citoyenneté.....	49
L'illusion électorale, <i>reflet déformé</i> de la vie.....	51

Peut-on avoir <i>confiance</i> en l'élu(e) ?	54
Du rôle de la <i>conviction</i> dans le choix	56
Changement, quel changement ?	59
Comment se pose le problème du changement ?.....	62
De l' <i>intérêt général</i> et de celui du système marchand	65
Du rôle de la <i>modernité</i> dans la mystification politique.....	67
Nécessité du changement et/ou volonté de changement.....	69
L'argent comme reflet déformé du «changement»	71
Raison d'État et Citoyenneté sont-elles compatibles ?	73
Les faux semblants de l'État de droit	76
La citoyenneté <i>coincée</i> entre droit et morale.....	77
Peut-on concevoir une <i>authentique citoyenneté</i> ?	79
Individualisme et citoyenneté	82
La citoyenneté comme transcendance de l'existence sociale	85
La citoyenneté ne peut-être que lutte contre de fausses certitudes	88
Peut-on régénérer la <i>pensée</i> et <i>l'action</i> politique ?	91
De la pensée critique comme instrument stratégique du changement	93
Critique de la stratégie " modélisatrice "	95
Pour une stratégie de <i>critique pratique</i>	98
Conclusion	101
Lexique	105

Vous devriez manger plus de légumes,
vous ne venez que tous les 5 ans !!!





BP 1034

31023 Toulouse cedex

tel. 05 61 43 80 10

Du même auteur, édité à l'AAEL :

- *Les Fables du Capitole*, sous le pseudonyme «*La Belette*», 1996, disponible, 7 €.
- *État de Peur*, sous le pseudonyme «*Samuel Golem*», avril 1997, disponible, 15 €.

Dans la même collection :

- *Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien*, Patrick Mignard, janvier 2000, disponible, 7 €.
- *L'Anti-Sisyphes - Pour en finir avec la marchandise.*

Achévé d'imprimer
en janvier 2003.

- Imprimerie 34 à Toulouse -



Dépôt légal du 1^{er} trimestre 2003